

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 5 SEPTEMBRE 1978 - N° 740

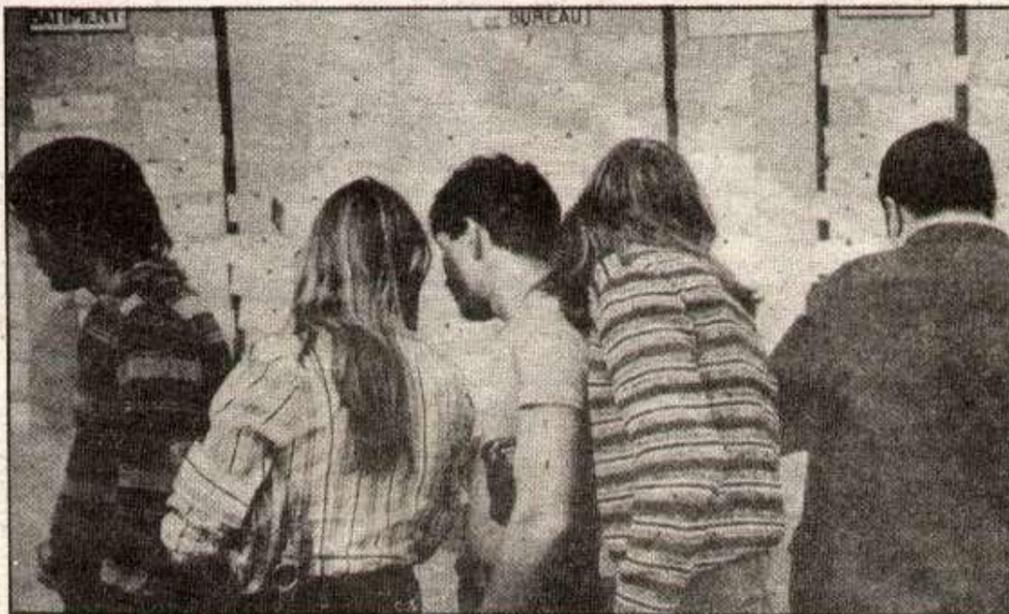
Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## Déclins

La cote des principaux leaders politiques est en baisse, si l'on en croit un sondage publié par Le Point. Qu'il s'agisse de la majorité au pouvoir ou de la gauche, les querelles des partis bourgeois intéressent de moins en moins de monde. La revue qui a commandé le sondage semble s'en étonner. Quoi de surprenant cependant ? Qui prendrait flamme pour défendre Barre qui ressasse ses couplets sur l'austérité... et les met en pratique avec d'autant plus de conviction qu'il n'y a plus d'échéance électorale en vue ? Et où un travailleur peut-il voir la défense de ses intérêts dans les querelles des partis de gauche avec leur petit jeu du «c'est pas moi, c'est l'autre» ? La politique bourgeoise est en crise, c'est une bonne chose.

## LES TROIS MAUVAIS COUPS DE LA RENTRÉE



Petites annonces : ce travail qu'on ne trouve pas...

## A NOS LECTEURS,

Le Quotidien du Peuple reprend sa place après l'interruption des congés d'été. Le 29 septembre, ce sera le troisième anniversaire de notre quotidien. Trois ans déjà ! On mesure le chemin parcouru depuis ces jours de l'automne 1975, où, en tâtonnant nous apprenions par nous-mêmes, journalistes et lecteurs, ce que cela signifiait : faire un journal quotidien, communiste. De votre avis-même, à vous lecteurs et amis du Quotidien du Peuple, notre pari a été tenu. Il s'agit de le poursuivre.

Au début de cette nouvelle année de travail, la tâche est moins rude qu'à l'automne 75 : nous n'avons pas un nouveau quotidien à inventer, il existe. Il reste à l'améliorer, à le transformer dans le sens d'en faire une arme incisive au service des luttes populaires, au service de la perspective de la France socialiste de demain. C'est ce que nous voulons faire cette année avec votre aide à vous tous, lecteurs et amis du Quotidien du Peuple.

► Nous voulons un journal encore plus au cœur des luttes populaires. Nous avons été particulièrement sensibles aux lettres et remarques très encourageantes de nos lecteurs sur les reportages effectués par notre section «luttes ouvrières», lors des mouvements du printemps dernier, à Bous-sac, Moulinex, Renault... Ces lettres et l'accueil fraternel fait à nos journalistes dans ces luttes par les travailleurs ont montré qu'en ces occasions, nous avons su mériter notre titre. Mieux jouer ce rôle encore, c'est renforcer cette section «luttes ouvrières» en journalistes, en moyens de reportage pour qu'elle puisse efficacement

couvrir en même temps les nombreuses luttes qui s'annoncent.

► Nous voulons un journal qui multiplie ses reportages qui ont fait la personnalité du Quotidien du Peuple. Lors de la catastrophe de la marée noire par exemple, nos journalistes envoyés sur place ont pu faire très rapidement des révélations ignorées par les autres media, sur les circonstances même de la catastrophe, montrant comment la fatalité invoquée à tout bout de champ par les responsables politiques, les pétroliers... n'avait rien à voir avec la réalité, donnant largement la parole aux travailleurs de Bretagne pour construire le dossier accablant le capitalisme. Mais de tels reportages sont trop rares dans notre quotidien. Il faut les multiplier, ce qui veut dire encore une fois renforcer notre corps de journalistes, améliorer les moyens de reportage.

► Nous voulons un journal qui approfondisse son commentaire de l'actualité, fournissant à ses lecteurs les moyens de se forger un point de vue à partir des éléments détaillés d'une analyse. Et nous voulons en même temps un journal qui puisse donner la parole, au sein du peuple, à ceux qui n'ont pas forcément le même avis que les marxistes-léninistes, et que se construise à partir de là, un débat fructueux, rapprochant les points de vue. L'instauration de «Tribunes libres» dans le Quotidien depuis le mois de janvier, constitue un pas dans ce chemin. Il nous faut le poursuivre, nous y reviendrons.

Suite page 3

«La politique actuelle est la seule bonne politique» vient de dire Giscard au lendemain du séminaire de Rambouillet. Nous voilà fixés pour les mois à venir. La «bonne» politique de Giscard et de Barre, ce sont les files de chômeurs tristement banales ; la «bonne» politique, ce sont les hausses de prix que les indices ne parviennent plus à camoufler ; la «bonne» politique, c'est la répression quotidienne qui s'installe au nom de la sécurité des Français.

Chômage, vie chère, et répression, c'est comme par hasard les thèmes qui ont été évoqués à Rambouillet. Mercredi, nous connaissons une partie des mesures mises en place à propos du chômage. Elles privilégient les opérations au coup par coup, comme ce fut déjà le cas pour le plan Vosges. Un plan auquel les travailleurs de Bous-sac donnent déjà une réponse : celle de la lutte.

Voir page 12

## Videla bénit Jean-Paul 1<sup>er</sup>



Lire notre article en page 12

## Iran : manifestations dans tout le pays

Alors que le Shah promet des réformes et tente de se concilier une partie de l'opposition, le soulèvement populaire en Iran n'a pas cessé. Des manifestations se sont poursuivies à Téhéran et dans tout le pays.

Voir page 8

## Nicaragua : repli des insurgés

Après les affrontements de Matagalpa qui ont fait plus de cinquante morts, les insurgés se sont repliés de cette ville. Ils pourraient reprendre prochainement l'offensive. L'insurrection populaire au Nicaragua rencontre une solidarité grandissante en Amérique Latine, notamment au Venezuela et au Guatemala.

Voir page 8

## Camp David : Carter patronne les négociations

Pour la première fois, Carter s'engage directement et personnellement dans la tentative de mise sur pied d'un règlement séparé entre l'Etat sioniste et l'Egypte. Il a lui-même reconnu qu'il prenait des risques, car si les trois parties en présence sont d'accord pour exclure l'OLP, les perspectives de Camp David paraissent bien minces.

Voir page 7

## Les Vosges dans les griffes des Willot

Ainsi, les frères Willot sont sortis vainqueurs de l'âpre bataille qui s'est livrée des semaines durant autour du cadavre encore appétissant de l'ex-groupe Bous-sac. Un chiffre d'affaires de 6 milliards, pas un centime réclamé, autant de raisons pour lesquelles les Willot ont eu la préférence à la fois des banques (Crédit Lyonnais, BNP) et d'une partie du pouvoir, l'Etat étant le principal créancier des 700 millions de dettes à rembourser.

Voir page 5

## Un livre du PCF : «L'URSS et nous»

«L'URSS et nous», c'est le titre d'un livre écrit par cinq intellectuels du PCF et qui va paraître dans quelques jours aux Editions Sociales. L'ouvrage adopte une attitude critique vis-à-vis de l'URSS, et critique la manière dont le PCF a utilisé le rapport Khrouchtchev au 20<sup>e</sup> congrès de 1956. L'*Humanité* de ce lundi consacre deux pages entières aux «bonnes feuilles» de ce livre, ce qui indique que les cinq auteurs — Francis Cohen, Alexandre Adler, Maurice Decaillet, Claude Frioux et Léon Robel — ont l'aval de la direction du PCF. Nous reviendrons bien évidemment sur ce livre, qui s'inscrit directement dans le cadre de la crise interne du PCF, dont la question de l'URSS est un des points sensibles.

## Sondage IFOP - Le Point politiciens en baisse

Rentrée morose pour les sondages. Celui qu'a réalisé l'IFOP, pour l'hebdomadaire *Le Point* dans cette semaine indique une baisse générale de la cote des leaders politiques. 44 % des personnes interrogées désapprouvent la politique de Barre, et 37 % seulement l'approuvent. Une majorité estime que Giscard «n'a pas réussi» dans ses relations avec la gauche, dans ses relations avec le RPR, dans ses relations avec les partenaires sociaux. A gauche, ce n'est pas plus brillant : 37 % des sondés estiment que Mitterrand ne serait pas un bon candidat socialiste pour les présidentielles de 81. De même, 40 % estiment que l'image personnelle de Marchais s'est affaiblie depuis mars dernier.

## Election du Pas-de-Calais : le PCF en déconfiture

Quelques surprises pour l'élection législative partielle de la 4<sup>e</sup> circonscription du Pas-de-Calais. Le député sortant socialiste manque de peu l'élection au premier tour. Il obtient 49,16 % des voix (contre 32 % en mars dernier). L'UDF se maintient (30,38 % contre 29,9 %). Le RPR perd des voix (14,35 % contre 22,1 %). La vraie surprise vient cependant de la déconfiture de la candidate PCF. En mars, elle obtenait 7 473 voix, soit 13,2 %. Elle n'a obtenu que 3 293 voix, soit 6,39 %. La moitié de l'électorat PCF semble s'être reportée sur le PS pour voter «utile», et ce malgré la violente polémique du PCF, largement relayée par *L'Humanité*.

## Sarthe : mobilisation contre les expulsions de paysans

Dimanche 3 décembre, à Pezé-le-Robert, (Sarthe), une fête anti-expulsions était organisée à l'appel des Paysans-Travailleurs des pays de Loire et de Bretagne, des comités de soutien de Basse-Normandie et des comités de défense constitués à l'occasion des différents cas d'expulsion. 9 familles de paysans sont menacées d'expulsion dans la région.

Plus de 2 000 personnes sont passées dans cette fête et ont pu s'informer sur les expulsions en cours. L'après-midi, des forums avaient lieu : de multiples discussions ont permis aux participants d'échanger leurs expériences de lutte.

D'après correspondance Mortagne-au-Perche

## Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225  
75 524 Paris Cedex 19

Achetez  
le *Quotidien du Peuple*  
tous les jours  
dans le même kiosque

# LES TIRAILLEMENTS DU MRG

● C'est lundi que Robert Fabre, président d'honneur des Radicaux de gauche, se rend chez Giscard afin de définir plus précisément la mission sur le chômage qui lui avait été proposée le 4 août dernier. L'avis favorable que Fabre avait émis au mois d'août revêt une certaine importance politique et dépasse la personnalité propre de Fabre.

En ce qui concerne l'objet de la mission elle-même : le chômage, nul ne se fait grande illusion sur son efficacité. Barre lui-même déclarait, dit-on, au lendemain de la visite de Fabre à l'Élysée : «Je ne vois pas bien ce que Monsieur Fabre pourra faire

En acceptant, au mois d'août, une mission des mains de Giscard, Fabre n'était pas la première personnalité de ce mouvement à lorgner sur la droite. En effet, trois ans après la scission du parti radical qui devait donner naissance au MRG, en juillet 72, le sénateur Cavaillet suivi trois mois plus tard par le maire de Beziers, Pierre Brousse, quittait cette formation, ralliée entre temps au Programme commun, pour rejoindre le camp des giscardiens. Les démissionnaires mirent en avant «l'incompatibilité entre la pensée radicale et l'alliance avec le parti communiste». Certes, pour l'essentiel, ce mouvement de désertion en était resté là. Cela s'explique la plupart du temps par le souci extrêmement vif qu'ont les élus radicaux «de gauche» de ne pas perdre leurs sièges.

Maintenant que la prise du pouvoir par la gauche semble s'estomper, plus d'un s'interroge sur la réalité de son engagement. En tout état de cause, jamais depuis la division des radicaux, les ponts n'ont été complètement coupés ; l'appartenance de très nombreux radicaux aux loges maçonniques facilite bien des contacts. Plus directement encore un des principaux conseillers de Giscard rencontre Diaz, membre de l'ex-direction du mouvement, depuis plusieurs années.

### VERS LE RALLIEMENT GÉNÉRAL ?

Un certain nombre de déclarations de responsables intermédiaires du mouvement encourageant Fabre à accepter la mission gouvernementale permet

pour remédier au chômage, mais l'important est qu'il ait mis le pied à l'étrier.» Ce n'est pas la première fois qu'un membre important du MRG passe ainsi à droite. Pourtant, la nouveauté vient du fait que c'est au lendemain de l'échec du Programme commun que cela se produit. La question est donc bien de savoir si Fabre sera suivi par la totalité ou partie de son mouvement ? Surtout que Fabre se voit confier cette mission sur le chômage au moment où, curieux concours de circonstances, le Conseil constitutionnel invalidait l'élection de JJSS, président de la branche valoisienne du Parti radical...

### VERS LA RÉUNIFICATION ?

A ce propos, on ne serait pas étonné d'apprendre que le Conseil constitutionnel a invalidé l'élection de JJSS pour liquider celui qui devient maintenant un obstacle gênant à la réunification, puisqu'il avait joué un rôle non négligeable dans la scission de 72. La perspective des élections européennes pourrait être l'occasion de ces retrouvailles.

Une question demeure cependant pour les 3 000 élus du mouvement : combien d'entre eux ont quelque chance s'ils quittent la gauche de se voir confier une mission telle que celle dont Fabre et Giscard devaient rediscuter lundi ?

François MARCHADIER

### POUR LE MRG LA PORTE RESTE OUVERTE A TOUTES LES SOLUTIONS

Toutefois, les stratèges de l'ouverture à l'Élysée ne désespèrent pas de «saigner» sérieusement le mouvement dans les mois qui viennent. Pour ce faire, ils s'appuient sur ceux, au sein du MRG, qui pensent que la gauche maintenant sérieusement divisée n'a pas beaucoup de chance d'accéder unie aux «responsabilités suprêmes».

# ELECTIONS : UN INTÉRÊT PARTIEL

● Au début de l'été, le Conseil constitutionnel a annulé cinq élections législatives. Dans la plupart des cas, l'invalidation a été prononcée pour diffusion irrégulière de tracts (après la clôture officielle de la campagne). Les partis bourgeois feignent d'attribuer une importance à ces scrutins, alors même que ceux-ci ne changeront rien quant à la physionomie politique de l'actuelle Assemblée.

Deux de ces élections ont eu lieu cet été, les trois autres sont programmées pour ce mois.

En Seine-Saint-Denis, Marie-Thérèse Goutmann (PCF) promue pour la circonstance candidate unique de la gauche, a retrouvé son siège à l'issue des scrutins des 16 et 23

juillet. A cette occasion, les partis de gauche ont publié des communiqués triomphalistes : pour le PCF, «La victoire de Marie-Thérèse Goutmann (...) est un soutien à la politique menée par le PCF (...) pour gagner les travailleurs de toutes conditions à une politique d'union dépour-

vue de toute ambiguïté» ; pour le PS, «La réélection de Marie-Thérèse Goutmann est un échec pour le pouvoir et un succès pour l'Union de la gauche (...). Le PS se voit ainsi confirmé dans ses choix politiques». En fait, le taux d'abstention élevé (54 % au premier tour et 47 % au second) interdit toute comparaison sérieuse avec les résultats de mars.

Pour l'élection du Gers, qui a eu lieu le 20 août, la gauche avait également retrouvé, l'espace d'un tour de scrutin, une unité disparue. Le socialiste André Cellard, candidat unique de la gauche, a gardé son siège face au candidat de la droite, le guérisseur Mességué. Malgré la date du 20 août, le taux d'abstention a été faible (21 %) ; la période des vacances n'a eu que peu d'incidences sur la participation dans ce département rural.

La gauche n'aura pas de candidat unique au premier tour dans les trois élections qui vont se suivre ce mois :

La 4<sup>e</sup> circonscription du Pas-de-Calais, où le socia-

liste Wilquin a été invalidé. Le premier tour a eu lieu ce dimanche ;

— Le 17 septembre dans la 1<sup>re</sup> circonscription de Meurthe-et-Moselle (Nancy) où Servan Schreiber va jouer une partie difficile ;

— Le 24 septembre dans la 16<sup>e</sup> circonscription de Paris (le XIV<sup>e</sup> arrondissement), suite à l'invalidation du RPR de la Malène, qui pour cette fois, sera le seul candidat de droite.

A l'occasion de ces élections, de grands ténors de la politique ont cru bon de se déplacer, histoire de se faire voir. Bien que l'enjeu soit maigre.

Sauf peut-être pour l'élection de Nancy, qui met sur des charbons ardents l'un des principaux dirigeants de l'UDF. Sa situation est rendue particulièrement délicate par le fait qu'une bonne partie de la majorité se débarrasserait volontiers de ce personnage encombrant, dont les outrances verbales agacent quelque peu.

On le voit, l'intérêt de ces élections est bien partiel.

## Médecin est revenu

Le voilà ! Après avoir alimenté la chronique politicienne pendant les vacances, Médecin est de retour à Nice, où il a inauguré samedi l'université d'été du parti républicain. Ses premières déclarations de rentrée n'ont pas levé les inquiétudes de ses partenaires de la majorité : «Je soutiendrai autant qu'il me sera possible de le faire l'action de Valéry Giscard d'Estaing», a-t-il dit. Inconscience ou malin plaisir, les responsables de l'université d'été avaient aussi invité les autres responsables du PR qui, depuis plusieurs mois, évitent de se montrer aux côtés de Médecin. Soisson et d'Ornano avaient une excuse toute trouvée, ils étaient à Tamboullet. Poniatowski et Blanc n'ont pas donné de réponse, mais ils n'étaient pas là, eux non plus.

## Manœuvres de réservistes en Dordogne

## DES MOTIVATIONS AMBIGUËS...

● Depuis lundi, et jusqu'au 9 septembre autour de Sarlat, plus de 3 000 réservistes sont sur le terrain pour participer à la première manœuvre en terrain libre de la 115<sup>e</sup> Di, obtenue par dérivation dans le cadre de la réforme de /4.

Le principe de la dérivation est fort simple : chaque division d'active (ici la 15<sup>e</sup> Di dont le PC est à Limoges) donne naissance, en cas de mobilisation, à une division disposant en théorie du même type d'armement, et composée grosso-modo de la même façon. L'encadrement en est assuré, pour la plus grosse part, par les gradés des régiments dérivants. Sur le papier, le système qui permet une augmentation rapide des forces disponibles pour le combat, apparaît plus souple, d'autant que les réservistes sont rappelés non sur le lieu où ils ont effectué leur service national, mais dans un périmètre proche de leur habitation. Le changement par rapport à la situation antérieure, est important : il introduit à la fois une variation dans la répartition des forces qui quadrillent ainsi littéralement le territoire, faisant leur réapparition dans des zones reculées qui, comme dit Bourges « n'ont pas vu un soldat français depuis longtemps ». Par ailleurs, il ouvre la voie à la mise sur pied d'une force auxiliaire de répression, soigneusement sélectionnée, parce que filtrée dans le cadre d'opérations du type de celle qui est en cours.

Dans le cas concret, la manœuvre est d'envergure, à la fois par l'am-

pleur des crédits mis en jeu (3,3 millions de francs avoués, sans doute 5 millions de francs avec la mobilisation des forces de gendarmerie) qui représentent une part non négligeable de l'étriqué budget général des réserves (environ 10 %), et par le nombre d'hommes convoqués : 2 700 hommes du rang, 560 sous-officiers et 180 officiers, soit plus d'un « cadre » pour 4 ! Il est par ailleurs quasiment certain que la plupart des rappelés ont été soit volontaires, soit soigneusement filtrés sur la base des livrets militaires.

Peu d'informations concrètes ont été communiquées à propos du thème

de la manœuvre et la disposition des forces. Les autorités civiles de la région et notamment la mairie de Sarlat n'ont reçu à ce jour qu'une vague circulaire. Les rappelés eux, n'ont reçu que les indications relatives à leur retour momentané sous les drapeaux, c'est-à-dire au fait qu'ils sont placés pendant les 5 jours sous autorité et régime militaires.

Du point de vue strict de la défense — à moins qu'on prépare en haut lieu un repli stratégique rapide en cas d'agression, auquel cas, on aimerait bien le savoir — l'affaire paraît présenter un intérêt limité. De fait, la couverture de la partie nord d'une région (déjà bien surveillée par les forces de la 11<sup>e</sup> DP) en cas d'état d'urgence renforcé tel que cela est prévu par le Secrétariat général de la Défense Nationale, semble

bien être le but réel de la manœuvre.

Au-delà même d'un tel intérêt immédiat, il n'est pas douteux que la bourgeoisie, en organisant l'affaire à grand renfort de publicité depuis 6 mois, cherche à tester les réactions de l'opinion publique : même si rien de précis n'a encore été décidé à ce sujet, on sait que plusieurs projets de réforme du service national sont à l'étude, et que dans certains de ces projets, la mobilisation fractionnée d'une partie du contingent est sérieusement envisagée. Habituer le contingent à être rappelé périodiquement, démontrer la supériorité d'un système en apparence plus souple du point de vue de la défense pourrait bien être un aspect non négligeable du problème posé par l'organisation aujourd'hui de cette manœuvre.



## Suite de l'éditorial

► Nous voulons un journal mieux présenté, où des nouvelles rubriques (Livres, Histoire, Économie...) puissent prendre leur place, où les reportages significatifs soient mieux mis en valeur, où la lecture soit facilitée par une amélioration de la mise en page.

Il nous reste beaucoup à faire, et nous ne pouvons le faire qu'avec vous. Vos correspondances, vos lettres de suggestions, de critiques, nous ont été précieuses pour bâtir votre journal. Cette année encore nous comptons sur elles pour maintenir et renforcer ce lien nécessaire entre la rédaction et ses lecteurs.



Nous avons besoin de vous aussi, parce que ce n'est qu'avec votre aide que les menaces giscardiennes contre notre presse seront tenues en échec. La presse est un secteur particulièrement soumis aux pressions gouvernementales. L'opération de remise en ordre entamée sous le septennat de Giscard s'est poursuivie ces derniers mois. L'assujettissement des journaux à la TVA, la généralisation de la téléimpression avec ses coûts prohibitifs, la hausse des prix des matières d'imprimerie... autant d'armes maniées sournoisement pour faire disparaître les journaux qui n'ont pas les moyens financiers de tenir. Sans même parler des journaux révolutionnaires, la disparition du *Quotidien de Paris*, de *Point du Jour*, et de *J'Informe* (qui pourtant celui-là avait des reins particulièrement solides) révèle à quel point les pressions sont fortes. On ne saurait les sous-estimer sous peine de mettre en danger notre journal.

Contre ces menaces perpétuelles, il n'y a qu'un seul remède : diffuser plus, abonner plus, souscrire plus. Cette bataille constante, nous l'avons menée pendant trois ans victorieusement. Avec cette reprise du *Quotidien du Peuple*, il nous faut poursuivre et intensifier cet effort, parce que cette année ne sera pas, loin s'en faut, plus facile que les autres : estimant qu'il a les mains libres depuis les élections, Giscard et son gouvernement ne manqueront pas d'accroître les pressions. A nous, à vous, de les tenir en échec ! Vérifier que le journal arrive en nombre suffisant, et dans les délais, chez les dépositaires ; acheter soi-même tous les jours le *Quotidien* ; faire connaître et acheter le journal à de nouveaux lecteurs ; trouver de nouveaux abonnés... Autant de choses qui prises en main par chacun de nos lecteurs permettront au *Quotidien du Peuple* d'assurer sereinement son équilibre financier, de renforcer ses moyens journalistiques et de jouer pleinement son rôle : celui d'être votre quotidien. C'est sur vous en définitive camarades, amis, lecteurs, que ce succès repose.

M.A.

## LA RENTRÉE DES PARTIS

## 1 - Le PCF sous le signe de la crise interne

● C'est traditionnellement la fête de l'Humanité, le deuxième week-end du mois de septembre, qui marque la rentrée du PCF. Il en sera encore de même cette année, même si le PCF a déjà organisé un premier rassemblement national — 29 août à Paris — même si Marchais a réédité le coup de /4 en réservant à *Antenne 2* la primeur de ses réflexions, et ce en plein mois d'août. D'ores et déjà, plusieurs indices annoncent que la fête de l'Humanité, les 9 et 10 septembre, restera dans le prolongement des « difficultés » que traverse le PCF depuis sa défaite de mars. Tout d'abord, plusieurs circulaires internes aux fédérations font état de réelles difficultés rencontrées dans le placement des vignettes. Rien ne prouve que le handicap accumulé avant les vacances sera comblé durant ces quelques jours de septembre. D'autre part, forts de leur expérience de la fête de la JC — où les contradictions s'étaient réglées à coups de poings — certains oppositionnels ont l'intention de « fermement s'organiser » pour que leur point de vue « ne soit pas absent de la fête ». Il faut noter enfin que le discours central de la fête ne sera pas prononcé par Marchais, mais par l'obscur André Lajoie...

Il y a en fait deux « rentrées » dans le PCF : celle des dirigeants et celle de la masse des militants. Ce n'est pas l'un des moindres problèmes de la direction que d'essayer, politiquement et chronologiquement de faire concorder les deux...

## TROIS CAMPAGNES

En ce mois de septembre, les objectifs de la direction du PCF sont doubles : il lui faut relancer la machine, redonner du souffle à une organisation qui en manque sensiblement, depuis mars, il lui faut apaiser, sinon mettre un point final à la contestation. Le tout bien sûr, dans la perspective du 23<sup>e</sup>

congrès qui doit se tenir « au début de l'année prochaine ». Pour satisfaire ces objectifs, trois orientations, trois « campagnes ».

— Contre le PS tout d'abord : il s'agit encore et toujours d'expliquer l'échec de mars, et le bien fondé de l'attitude du PCF. Tout ce qui sert à démontrer le « virage à droite » est largement utilisé. Un exemple : la présentation des partielles dans le Pas de Calais : 7 lignes contre le candidat UDF, 9 contre le RPR et 30 contre le candidat socialiste. Bien évidemment, quand Fabre, après avoir claqué la porte du Programme commun, se voit ouvrir celles de l'Élysée, Marchais y

voit l'élément politique majeur de cet été.

— La campagne de dénonciation du PS, en œuvre depuis plusieurs mois, n'a guère suscité l'enthousiasme des militants du PCF, surtout dans une période où les luttes de la classe ouvrière se sont développées. C'est autant pour remobiliser à nouveau ses militants que pour se situer par rapport à un nouveau développement des luttes qui pourrait intervenir à l'automne, que la direction a lancé sa campagne contre le chômage. Du rassemblement du 29 août (2 000 délégués « d'usines en lutte »), à la visite de Marchais chez le ministre du Travail samedi prochain, la direction du PCF espère apparaître comme le seul parti luttant effectivement contre le chômage.

— Le PCF a enfin un troisième thème de campagne, inauguré pendant l'été, et qu'il entend développer : la campagne contre l'entrée de l'Espagne de la Grèce et du Portugal dans le Marché commun. Appuyée sur une démagogie nettement affirmée, cette campagne peut — du moins la direction l'espère-t-elle — amener un renforcement du PCF dans le midi. Elle peut aussi — et la direction le craint — développer de nouvelles contradictions internes, puisque le « courant » Elleinstein adopte la position inverse, y compris dans le midi.

## DE NOUVEAUX SIGNES DE CRISE

Reste à savoir si ces campagnes parviendront à résoudre la crise qui secoue le PCF. Déjà, des éléments viennent prouver le contraire. La contestation publique s'est atténuée, mais elle n'a pas cessé : à deux reprises déjà, dans *Paris Match* et dans *Le Monde*, Elleinstein a fait savoir qu'il n'était toujours pas d'accord, et pas sur des points mineurs.

A la fin du mois de juillet, cinq militants du PCF dénonçaient dans la presse « des carences du PCF sur l'émancipation des femmes ».

Comme avant les vacances, ces oppositions publiques traduisent la persistance et l'ampleur de la crise interne au PCF, celle de la base. Des cellules ne se réunissent plus, d'autres recommencent à se réunir, mais c'est pour reprendre les débats engagés dès le mois de mai, d'autres encore refusent de coller des affiches sur l'Europe « tant qu'un véritable débat sur cette question n'aura pas eu lieu dans le parti ».

La rentrée politique du PCF, c'est aussi — surtout même — la continuité de sa crise interne. Les questions aujourd'hui posées sur le centralisme bureaucratique du PCF ou sur la nature de l'URSS sont de trop d'ampleur pour être balayées dans l'espace d'un été.

Nicolas DUVALLOIS

SPLI Rennes

## Malgré les manœuvres de l'UD CGT, la lutte continue

Trois mois après la liquidation de la SPLI, la lutte contre les 1 500 licenciements continue. Cette entreprise de lingerie féminine emploie une très grande majorité d'ouvrières réparties dans 5 usines en Bretagne : à Rennes et à Châteaugiron (où la CGT est présente), à Fougères, Saint Brice et Ploërmel, où il y a des sections CFDT.

L'annonce de la liquidation a été suivie le 2 juin par l'occupation de l'usine de Rennes, sous l'impulsion de la section CGT. Cette occupation s'est poursuivie malgré les vacances, et surtout malgré les tentatives de tous bords de faire abandonner la lutte aux ouvrières. En effet, un patron, Alphen, a proposé de reprendre un secteur de la SPLI, la marque Huit, mais en n'embauchant qu'une partie des ouvrières de Rennes et de Châteaugiron (225 exactement et peut-être arriver à 400 d'ici deux ans si tout va bien), et laissant sur le carreau 1 270 ouvrières. Cette proposition fut repoussée par les ouvrières, et une tentative de redémarrage avec 100 personnes échoua. Le patron, tenta alors l'intimidation, en amenant les délégués devant le tribunal, puis en faisant appel aux flics qui évacuèrent l'usine de Rennes le 17 août au petit matin. Dès midi, les ouvrières, aidées par les travailleurs d'autres entreprises venus les soutenir, réoccupaient l'usine, montrant ainsi leur combativité.

Mais en plus des flics, les travailleuses doivent affronter la direction PCF de l'UD-CGT, qui dès le début de la lutte, s'était fait remarquer en attaquant par tract les délégués de la SPLI et les qualifiant de «gauchistes», pour ensuite devenir plus discrète

devant les protestations des ouvrières face à ces attaques. Ce n'était que partie remise, car jeudi dernier, l'UD-CGT appelait les ouvrières de Rennes et Châteaugiron à un vote pour la reprise par Alphen, de 225 salariées sur 1 550, et cela contre l'avis de la section CGT, qui très justement, s'est toujours opposée à toute solution partielle et séparée du conflit : de plus, l'UD organisait ce vote non pas dans l'usine occupée, mais dans une salle inconnue des ouvrières, le tout avec la bénédiction de la municipalité de gauche de Rennes. Ce vote, malgré les procédés de l'UD et l'appui de cadres anti-grévistes qui étaient venus aider les flics le jour de l'évacuation de l'usine, s'est soldé par un échec pour l'UD, la majorité des votants s'étant déclarée contre la reprise.

De son côté, la coordination CFDT SPLI déclare vouloir lutter contre tout licenciement et refuser les solutions séparées. Mais comment réaliser l'unité des 5 usines si on attend une hypothétique unité avec les saboteurs de l'UD CGT, et si l'on refuse d'entreprendre des actions avec la section CGT de Rennes et Châteaugiron ? Malgré cela, 200 personnes assistent à chaque AG, tant à Fougères qu'à Saint Brice, montrant que les ouvrières restent mobilisées.

Pour faire face à une intervention des flics risquant de se produire ces jours-ci, et aussi pour organiser et élargir le soutien des travailleurs Rennais, les ouvrières de la SPLI ont créé un Comité de soutien, franchissant un nouveau pas dans leur lutte contre tous les licenciements.

Corr. Rennes

# A LA VEILLE DES MEETINGS DE RENTRÉE DE LA CGT ET DE LA CFDT

●Mardi, c'est le meeting de rentrée de la CGT et le lendemain, celui de la CFDT : la semaine qui s'ouvre va être particulièrement chargée sur le plan syndical. Dans le même temps, toute une série de réunions Patronat-Syndicats vont se dérouler, sur

## LE LANGAGE DUR DES DIRIGEANTS CGT

Parmi les éléments du bilan, bien sûr, la question des négociations. Sur 42 qui ont été ouvertes, la CGT n'en a signé que 28.

Pour Henri Krasuki, secrétaire de la CGT, c'est «beaucoup de vent pour pas grand chose». «La plupart des accords qui viennent d'être conclus sont des accords classiques, à l'image de ceux que nous négocions et signons chaque année». Ainsi, bien qu'elle ait signé des accords qu'elle juge elle-même peu reluisants, la direction de la CGT tient à faire savoir largement que pour elle, ces négociations n'ouvrent pas une ère nouvelle, au contraire !

Sur la base de ce bilan négatif du côté négociations, «ouverture sociale», et en l'absence d'objectif politique global, pour le moment, les dirigeants CGT insistent nettement sur les luttes qui se sont déroulées en mai et juin, et valorisent plus que de cou-

tume le bilan qu'ils en ont fait pour le mois de juin : «933 entreprises en lutte en juin, le bilan le plus important enregistré par la CGT depuis un an». Ils insistent sur le fait que la CGT a été présente dans la quasi-totalité de ces luttes, la CFDT ne l'étant que dans 169... «C'est bien pourquoi, avec la CGT, les salariés verront dans cette situation un encouragement à donner plus de vigueur à leur pression, à leurs luttes, et à repousser les diversions, les tromperies, les accords au rabais, pour viser des résultats réels». Visiblement, même si les dirigeants CGT n'annoncent pas un automne chaud dès aujourd'hui, ils misent malgré tout sur un certain développement des luttes à la rentrée. C'est du moins ce qui ressort de toutes les déclarations.

## OUVERTURE... A SUIVRE, POUR LES DIRIGEANTS CFDT

Du côté de la direction CFDT, le bilan est diffé-

l'indemnisation du chômage, la durée du travail... D'ores et déjà, les deux centrales syndicales ont fait connaître le bilan qu'elles tiraient de la période post-électorale, et les grandes lignes de leurs positions face à cette rentrée sociale.

rent. Edmond Maire, dans son interview du 23 août au Monde, affirme : «Des résultats ont été obtenus en ce qui concerne les bas salaires. Vingt sept accords sur quarante deux ont été signés par la CFDT dans la mesure où ils apportaient des progrès significatifs, même si la rémunération mensuelle minimum reste en deça des 2 400 francs que nous réclamons». En fait, ce n'est pas tant le contenu des accords qui compte pour la direction de la CFDT, que le fait d'avoir recréé, comme elle dit, «un tissu de négociations», conformément à la ligne qui a prévalu à son conseil national d'avril.

Toujours dans cette logique de négociation à tout prix, de refus d'une action large, mais au contraire d'objectifs réduits à la plus petite unité de production possible, les dirigeants CFDT parlent très peu des luttes. Edmond Maire ré- pète que «le choc de la défaite de la gauche n'est pas complètement absor-

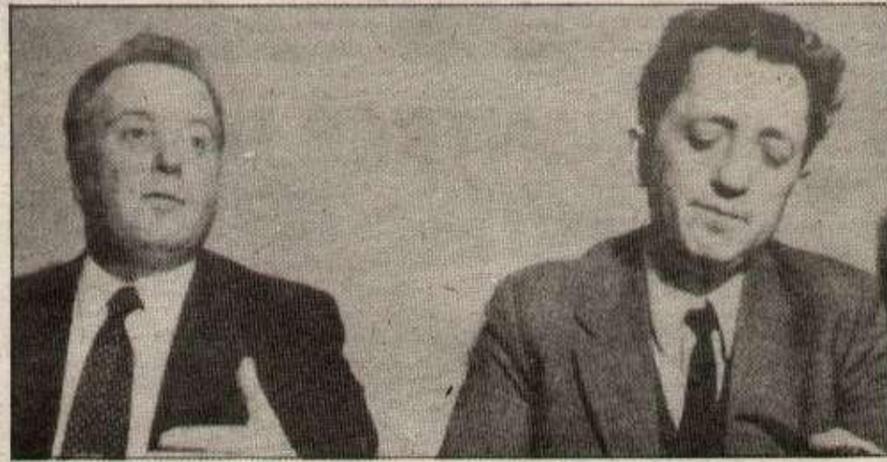
bé», et développe largement des thèmes ambigus, qui ne sont pas sans une certaine convergence avec les promoteurs de l'austérité, sur «une croissance nouvelle», «une nouvelle répartition du travail assurant une meilleure satisfaction des besoins sociaux», la qualité de la vie, qui n'est pas faite que du salaire. Il dispense ses bons conseils au patronat. Ainsi, la cinquième équipe ne coûterait rien aux patrons, puisqu'elle «diminuerait les frais occasionnés par les accidents du travail !». Et pour les militants de base, on leur propose pour toute perspective d'aller discuter au niveau des U.L. sur les «priorités en matière d'emploi», ou les activités sociales, culturelles, l'urbanisme ! C'est ce que les dirigeants de la CFDT appellent changer la vie tout de suite, mettant ainsi de côté les revendications essentielles, au niveau de l'entreprise. «Consommer moins, vivre mieux», ainsi pourrait-on résumer ces orientations.

## L'EXPERIENCE DE JUIN

Alors, en ce début septembre, que penser de ces divergences qui s'affichent ? D'où vient ce langage dur des dirigeants CGT, qu'on avait déjà constaté au moment de la grève de Renault ? On sait que la CGT, après la défaite électorale de la gauche, avait connu un certain nombre de reculs aux élections professionnelles, des démissions, du fait de son engagement total aux côtés du PCF pendant la campagne électorale. Aujourd'hui, les dirigeants de la CGT n'ont guère le choix, d'autant plus que le quarantième congrès de la CGT doit se tenir fin novembre. Ils comptent donc l'aborder dans des conditions meilleures, où le bilan de l'avant mars 78 ne soit pas le seul sujet de discussion, où la place tenue par la CGT dans les luttes, pourra être mise en valeur.

Cela dit, ce langage dur a des limites, qu'on a déjà vues au cours de la récente lutte de Renault : en fait, pour éviter que les choses n'aillent trop loin, que les travailleurs prennent trop d'initiatives, se saisissent de la direction de leur lutte, la direction CGT, tout en criant très fort, a joué l'inertie complète, sur le terrain. Cette expérience toute fraîche doit nous inciter à la plus grande vigilance !

Monique CHERAN



## SNCF : les trois quarts des gares supprimées

# Combien de cheminots en moins ?

En fin de semaine dernière, l'Union Fédérale des Cheminots CFDT faisait, lors d'une conférence de presse, un rapide bilan des mauvais coups de l'été concernant la SNCF.

En premier lieu, la signature d'un accord salarial qui bloque le salaire d'embauche à 2 000 F, et fait peser une hypothèque sur les revendications catégorielles pour 78.

Ensuite, la présentation du «rapport Guillaumat», qui a pratiquement été adopté par le Conseil des

Ministres du 9 août. Ce rapport prévoit l'éclatement de la SNCF en 1982 ! Ce rapport qui donne la préférence aux transports par route, préconise la suppression de milliers de kilomètres de lignes ferroviaires, et de trois quarts des gares existantes. Le nombre de cheminots, qui a déjà baissé de 45 000 en 10 ans, va encore décroître fortement.

Dès septembre d'ailleurs, la direction va mettre en place les trains à un

seul agent. Elle a prévu d'inaugurer ce projet sur la ligne Paris-Marseille, en octobre. Les syndicats ont chiffré à 10 000 le nombre d'agents qui disparaîtront à terme, du fait de ce changement. De plus, cette mesure aggraverait les conditions de travail des «roulants». Une rencontre syndicats-direction doit avoir lieu à ce sujet le 6 septembre. Il est probable qu'une mobilisation, peut-être même des grèves, aient lieu bientôt sur cette question.

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# Les Vosges dans les griffes des Willot

Reportage de Richard FEUILLET

● Ainsi, les frères Willot sont sortis vainqueurs de l'âpre bataille qui s'est livrée des semaines durant autour du cadavre encore appétissant de l'ex-groupe Boussac. Un chiffre d'affaires de 6 milliards, pas un centime réclamé, autant de raisons pour lesquelles les Willot ont eu la préférence à la fois des banques (Crédit Lyonnais, BNP) et d'une partie du pouvoir, l'État étant le principal créancier des 100 millions de dettes à rembourser.

La première décision des preneurs est connue : 1 500 licenciements au minimum et ce n'est qu'un début, il est évident que les Willot désormais à la tête du premier empire textile européen — secteur en crise — ne vont pas garder en l'état Boussac dont le déficit chronique atteint 15 millions par

Les Willot, disent-ils, proposent non pas 1 500 licenciements, mais 363 pré-retraites, 541 licenciements et 429 reconversions, sans compter les mutations.

Les pré-retraites ? Du chômage camouflé à 70 % du salaire de misère pour 300 ouvriers ! Mais surtout, les Willot proposent, chose que l'on n'a jamais vue dans les Vosges, au fil des restructurations précédentes, des « reconversions » à 429 travailleurs des usines (fermées) de Vincey, des Grands Sables (Epinal) et de Rambervilliers. Qu'en est-il ?

## LE « PLAN DE RECONVERSION » DES WILLOT : USINES INEXISTANTES

300 travailleurs de l'usine de Vincey seraient reconvertis dans leurs propres locaux, où viendrait s'installer une entreprise d'ameublement : Demestre. Promesse douteuse quand on sait que cette usine a été retirée en catastrophe du plan Vosges où elle devait figurer, après que la DATAR (aménagement du territoire) eut rompu les liens avec elle !

Autre reclassement « sans problèmes », celui des ouvrières de l'usine des Grands Sables, où s'installerait une entreprise allemande de caoutchouc automobile : Woco. C'est en fait l'entreprise qu'on ressort à chaque période « difficile » : en mars 77, en pleines élections municipales, Blanck, maire PS d'Epinal, l'annonçait « comme probable » ! Pour faire plus vrai à l'époque, la direction de Woco s'était déplacée à Epinal, pour fêter au champagne son « arrivée » !

Cette fois c'est du sûr mais seules 20 personnes seraient embauchées au Jépart, (qui n'est pas précisé...). En outre, il faudra 80 % d'hommes, ce n'est donc pas pour les fileuses des Grands Sables !

Dernier reclassement envisagé par le « plan Willot », celui de 10 à 20 ouvriers (sur 150 !) de l'usine de Rambervilliers, à l'usine proche de Panavosges. Panavosges est aussi une vieille lé-

gende que l'on se raconte avec colère lors des veillées : l'usine existe, on peut même la voir étinceler dans la nuit : quelques ouvriers entretiennent les machines depuis 3 ans !

« Il y a tout plein d'usines comme ça dans les Vosges », remarquait début septembre un travailleur de Thion, dans la plaine, au Sud du département. Tu arrives dans la vallée, tu découvres une usine, par exemple ; de pâte à papier... C'est un peu comme tout un tas de petites Neuves Maisons... Enfin, il paraît cette fois que Panavosges va être repris par des Suisses ; c'est du moins ce que disait déjà Hoffer (RPR)... au temps des législatives. Et puis pour couronner le tout, on vient d'apprendre qu'Isorel (qui dirige Panavosges) a déposé son bilan !

Voilà le « plan Willot » : tout compte fait autant de chômeurs que de suppressions d'emplois dans des localités qui n'avaient déjà qu'une seule usine : Boussac...

## LE « PLAN VOSGES » : DES EMPLOIS QUI COMPTENT DOUBLE !

Reste le « plan Vosges » dont le gouvernement parlait depuis si longtemps, qui arrive enfin.

Les éloges à son égard, du PS au RPR, pleuvent : « Depuis des semaines, déclare triomphalement Stoléro, on essayait de faire croire aux Vosgiens que le gouvernement ne s'occupait pas d'eux, que les promesses de M. Barre et les miennes étaient électorales ; pendant ce temps, dans le sérieux et la discrétion, nous avons travaillé. Les avantages de ce plan sont exceptionnellement favorables ».

Blanck, maire PS d'Epinal, y va aussi de son couplet : « Ce plan Vosges, nous pouvons dire qu'il renferme du concret et quelques insuffisances ».

C'est enfin Poncelet, président du conseil régional qui parle de ce « concret » : « Je note tout de suite et c'est le plus important que le problème de la création d'emplois industriels est réglé dans les meilleures conditions possibles, puisque le nombre des

mois ! Simplement il leur reste à faire l'inventaire complet de l'ex-empire. Et puis selon une tactique coutumière, ils attendent que les choses s'apaisent. Pour l'heure, il s'agit de faire passer les 1 500 suppressions d'emplois. Depuis 15 jours, et encore plus depuis l'envoi des premières lettres de licenciement, gouvernement, élus vosgiens, presse locale, les Willot eux-mêmes s'y emploient. A les entendre, les emplois supprimés seront remplacés par d'autres très vite : c'est le « plan Willot ». Mieux : un autre plan, le « plan Vosges » promet lui de donner du travail aux autres chômeurs vosgiens et même de relancer l'économie vosgienne. Au bout du compte, les Vosgiens ne resteraient-ils pas... en plan ?

emplois créés (1455) sera sensiblement supérieur à celui des suppressions d'emplois annoncées (700) (?) ».

Qu'en est-il ?

Le « plan Vosges » annonce quatre implantations d'entreprises dans les Vosges : la première s'appelle... Woco. On note la supercherie, qui consiste à citer les mêmes créations d'entreprises que le plan Willot et à multiplier par deux le nombre d'emplois créés !

Mais la grande affaire du « plan Vosges » c'est CEMOI (chocolat) dont la « venue » à Epinal est annoncée avec 300 emplois.

Nouvelle supercherie : cette entreprise existe déjà... mais sous un autre nom : la CVA (Comptoir Vosgien d'Alimentation). De bien mauvaises langues disent qu'il ne s'agirait pour l'essentiel que d'un transfert d'effectif sur la nouvelle zone industrielle d'Epinal.

Baptisés « créations d'emplois » ces transferts permettront à CEMOI de bénéficier de plusieurs centaines de primes à la « création d'emplois » largement octroyées par le « plan Vosges » !

En fait, la seule entreprise aux propositions sérieuses serait Garrette (turbo compresseurs) qui créerait 450 emplois à Epinal d'ici 3 ans. Et encore « Rien ne prouve que les emplois promis seront créés d'ici 1981. S'il les annonce aujourd'hui, c'est parce que c'est seulement en les annonçant dans le cadre du plan Vosges qu'il bénéficiera des primes. On l'a déjà vu par le passé. Et puis les boîtes ont tendance à grossir les chiffres plutôt que de les abaisser, de peur de créer d'éventuels emplois non primés ! » font remarquer des travailleurs.

Voilà donc pour les créations d'entreprises dans la vallée de la Moselle, quant à la vallée du Rabodeau, même les parlementaires locaux affirment « qu'elle a été oubliée ». Qu'on en juge : la société allemande MAP (micro-films) s'installerait avec 30 emplois dans les trois ans, à Saint Sié, localité où l'on compte 2 007 chômeurs et 10 demandes d'emplois pour une offre !



En quoi se résume ce « renforcement des infrastructures » ?

1 — C'est l'octroi d'une prime de 2 500 000 anciens francs à chaque « emploi créé ». On l'a vu, des entreprises comme CEMOI se contentent de transférer leurs effectifs d'une zone industrielle à une autre. Le transfert, appelé « création d'emplois » permet de toucher les primes !

Ce petit jeu qui rapporte beaucoup, de nombreuses entreprises s'y adonnent : quelques jours après l'annonce du plan Vosges, deux entreprises vosgiennes ont déposé leur bilan, alors que la veille encore, les affaires allaient bien : Perrin (650 ouvriers) à Nomexy (vallée de la Moselle) et Chagu (200) à Cornimont ! Elles n'ont plus qu'à réapparaître sous un autre nom ou à un autre endroit pour toucher le gros magot !

2 — C'est la création de zones industrielles (Epinal, Saint Nabor) qui seront situées — 3<sup>e</sup> mesure — à proximité d'axes routiers modernisés : élargissement à quatre voies des routes Nancy-Epinal-Besançon et Nancy-Saint Dié-Alsace. Ces mesures ne créeront pas fondamentalement d'emplois mais permettront par contre aux entreprises de se « désenclaver » et de s'installer à proximité de voies de communications directes et mieux adaptées d'où réduction des frais de transport, de distribution.

3 — le plan Vosges propose enfin le « renforcement de la compétitivité de l'industrie textile » avec l'octroi d'une prime aux entreprises qui se moderniseront d'ici la fin 79. « Modernisation » c'est-à-dire introduction de machines rapides donc des réductions d'effectifs et l'augmentation des cadences pour les ouvriers. Nul doute que les « Willot » ont apprécié comme il se doit cette proposition.

Enfin une prime identique sera offerte aux entreprises qui réaliseront des activités en commun, notamment dans le domaine commercial et autres : le regroupement même partiel d'activités en vue d'assurer une meilleure compétitivité sur le marché international (but poursuivi) n'a jamais créé d'emplois bien au contraire !

Chômage, licenciements, expatriement pour les travailleurs, mesures favorisant la restructuration, la modernisation, la compétitivité des entreprises vosgiennes, telle est la réalité des plans « Vosges » et « Willot ». Des plans qu'il faut combattre !

Outre les créations d'entreprises, le « plan Vosges » prévoit comme source de créations d'emplois l'extension d'usines existantes. La plus importante ? Trane (échangeurs de chaleur) embaucherait 150 travailleurs à Epinal et Charmes. 150, chose étrange, est à peu près le nombre de « stagiaires Barre » embauchés dans cette usine depuis quelques temps. D'aucuns disent que l'embauche se limiterait aux stagiaires. Encore des primes et pas d'emplois !

Le reste étant du même acabit, on s'aperçoit que le plan Vosges est une vaste supercherie destinée à tromper, diviser les « Boussac » et qu'il ne créera au maximum que quelques centaines d'emploi au bout de plusieurs années ! La belle affaire quand on sait que les Vosges comptent 10 000 chômeurs (11 000 avec les licenciés Boussac).

Le gouvernement ne propose ni plus ni moins aux « Boussac » que de s'expatrier. Les Willot ne leur laissent d'ailleurs pas le choix : ils sont sommés soit d'acheter leur maison, soit d'en partir ! Les Willot, refusent de prendre en charge les « logements Boussac » que « Marcel » faisait relativement peu payer en échange d'une surexploitation forcée. C'est encore trop pour les Willot !

## UN PLAN AVANTAGEUX POUR LES ENTREPRISES

Reste le second volet du plan Vosges intitulé « renforcement des infrastructures » et pour lequel le gouvernement se vante d'avoir fait un effort tout particulier : « Il faut rétablir les faits » fait remarquer un délégué CFDT. « Ce renforcement des infrastructures (routes...) n'a rien de nouveau, il était inscrit au 7<sup>e</sup> plan avec la canalisation de la Moselle qui devait aller à la fameuse aciérie de Neuves Maisons. Tous les crédits ayant été bouffés par ce projet dont on connaît le résultat, le désenclavement des Vosges a été retardé. Le « plan Vosges » ne fait donc que débloquer quelques crédits supplémentaires ».

## LUTTES OUVRIERES

Michelin Karlsruhe (RFA)

## POUR LA PREMIERE FOIS, GREVE MASSIVE DES FRONTALIERS ALSACIENS

● Mercredi dernier, les 2 200 ouvriers de Michelin à Karlsruhe parmi lesquels la totalité des 1 100 frontaliers alsaciens ont déclenché une grève sauvage.

Leurs revendications portent sur la réduction des cadences, un plus grand respect de leur personne, le refus du travail samedi et dimanche qu'envisage la direction.

De plus, les travailleurs alsaciens veulent s'opposer à la réduction du circuit des cars de ramassage et à la hausse de leur prix.

C'est la première fois depuis les années 60, date à partir de laquelle des milliers d'Alsaciens vont travailler chaque jour en Allemagne, qu'une telle grève aussi massivement suivie, éclate.

Cette grève porte un rude coup aux illusions que le miracle allemand avait pu engendrer chez les travailleurs alsaciens. Jusqu'ici, il n'était pas rare de voir les travailleurs alsaciens vanter les mérites du patronat allemand qui payait bien, qui était social, et qui respectait les ouvriers.

Le licenciement immédiat de 5 grévistes ne pourra qu'accroître les désillusions de ces travailleurs.

Cette grève met aussi en évidence la situation précaire des quelque 25 000 Alsaciens frontaliers.

Si dans un premier temps la bourgeoisie alsacienne avait pu masquer le chômage chronique en Alsace par l'exportation de

milliers de travailleurs vers la RFA, aujourd'hui avec la crise, les faux semblants ne sont plus de mise. De part et d'autre du Rhin seul le profit compte. Et c'est contre la bourgeoisie française que ne manqueront pas de se retourner ces milliers de frontaliers.

Cette grève marque bien une étape dans la vie politique en Alsace. Car si jusqu'à ce jour un certain consensus pouvait exister quant à l'acceptation du chômage chronique en Alsace, résorbé par la RFA, les licenciements de frontaliers (900 à ITT Rastatt) qui se multiplient amènent de plus en plus la classe ouvrière alsacienne dans son ensemble à ne plus comparer les bienfaits d'un capitalisme par rapport à l'autre, mais à se poser la question en terme de lutte pour la satisfaction de ses revendications, pour le droit de vivre et de travailler décemment en Alsace.

Corr. Strasbourg

### TERRIN ECHEC DES NEGOCIATIONS

Samedi matin, suite à une initiative de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, des négociations ont eu lieu entre les syndicats et Gilbert Four-

nier, dont le plan de restructuration prévoit 1312 licenciements. L'entrevue a rapidement tourné court. Si aucun accord n'intervenait, le tribunal pourrait décider, à la fin de la semaine, la fermeture du groupe.

A Griffet (Marseille)

## C'EST REPARTI

Griffet a entamé sa deuxième bataille contre la fermeture. En effet après 2 ans de lutte, Griffet (fabrication de grues à Marseille) avait été repris par Monsieur Gennoyer, patron d'une entreprise régionale, giscardien connu, et lié à la municipalité Defferre. Quant aux travailleurs, ils avaient montré leur combativité en participant entre autres aux coordinations de luttes en 76. Aujourd'hui, les élections municipales et législatives passées, l'opération Griffet de Monsieur Gennoyer est terminée et il a mis en route la liquidation. Début juillet, c'est l'annonce de 9 licenciements dont 2 délégués : ils sont acceptés par le comité

d'entreprise à cause de la défection d'un représentant CFDT qui ne vote pas contre ! Puis fin juillet, c'est une autre vague de 30 qui est promise. Le mois d'août est mis à profit par le patron pour évacuer le matériel bon à vendre qui restait encore là, et un cadre répond carrément non quand des travailleurs lui demandent s'il est possible de continuer à fabriquer des grues dans ces conditions. A la reprise le 28 août, c'est le C.E. qui refuse le licenciement de deux délégués CGT dans le nouveau lot de 30. Cette fois, Monsieur Gennoyer s'énerve, promet de saisir directement le ministre pour licencier, met à pied un délégué qui avait fait

FOYERS EN LUTTE : L'ECHEC DE STOLERU

## ● Plusieurs foyers ont rejoint le mouvement ● Les jugements sont repoussés

● A la veille des congés, Stoléro s'était fait menaçant. A l'occasion de plusieurs interviews ou déclarations publiques, il s'en était pris une fois de plus avec violence aux travailleurs immigrés résidents des foyers, en grève des foyers depuis maintenant plus de trois ans. Joignant le geste à la parole, le préposé aux expulsions du gouvernement Barre faisait engager des poursuites judiciaires contre plus de cent résidents considérés par lui comme des «meneurs». Stoléro paraissait décidé à frapper

un grand coup et comptait sur la coupure de l'été pour «faire le ménage». Il en aura été pour ses frais.

La mobilisation est demeurée très forte pendant tout l'été à l'appel du comité de coordination ; la grève s'est encore étendue à d'autres foyers et les tribunaux ont quasiment tous renvoyé les jugements en septembre ou octobre. Fameux camouflet pour le sinistre Stoléro !

C'est en trainant une centaine de résidents de différents foyers devant les tribunaux que Stoléro et la SONACOTRA concrétisaient leurs menaces au début de l'été. La vieille machine répressive était alors activée : les méthodes policières chères à tous les ministres à l'immigration agitées une fois de plus au grand jour : campagne d'intimidation et de menaces ; travailleurs poursuivis en justice, puis, expulsés des foyers pour certains, et carrément de France pour d'autres. Le mouvement ainsi décapité à la faveur de la période creuse des congés devait être brisé de cette manière.

### LA TRIQUE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Tels étaient les funestes projets de Stoléro. Rien de bien nouveau comme on le voit ; le recours à la politique de la trique est devenu une caractéristique nettement marquée du libéralisme giscardien. Il s'accompagne à l'encontre des travailleurs immigrés d'une sale odeur de racisme. Cependant, ces projets étaient inquiétants ; ils pouvaient déboucher sur un coup de force à large échelle contre les résidents des foyers et leur comité de coordination. Aussi, fut-il décidé de lancer une grande campagne de mobilisation : ce fut la manifestation massive du 8 juillet,



les rassemblements de centaines et de milliers de travailleurs à chaque procès, les manifestations multiples, dans la région parisienne mais aussi dans des villes de province.

### UN NOUVEL ESSOR DE LA MOBILISATION

Finalement, les grandes manœuvres de Stoléro ont tourné à la débâcle : la quasi-totalité des tribunaux ont, soit ordonné des suppléments d'enquête, soit repoussé les jugements en septembre et octobre. Ceci constitue une victoire indéniable des résidents en lutte ; cela dit, il serait faux de se reposer sur ses

lauriers, car la série continue dès la rentrée et Stoléro dispose de moyens de pression et d'un arsenal juridique varié et complexe qu'il pourrait décider d'utiliser à fond.

Par ailleurs, le comité de coordination a mis à profit la période des congés pour resserrer les liens avec tous les foyers en lutte à travers la France et nouer toute une série de contacts nouveaux avec d'autres foyers, notamment en province. C'est ainsi par exemple que sur les 18 foyers que compte la Lorraine, 17 se sont joints au mouvement, malgré une

série de provocations, de contrôles policiers illégaux, d'intimidations de toutes sortes...

Ainsi, pour Stoléro, c'est un échec retentissant. Un de plus ! Ses piètres tentatives ont eu pour résultat l'extension de la grève à d'autres foyers, son renforcement, un nouvel essor dans la mobilisation des résidents qui, en cette rentrée, se préparent pour d'autres étapes dans leur lutte, toujours aussi fermement décidés et unis autour de leur comité de coordination.

## Le PCF et la lutte dans les foyers Derrière le masque... on l'a reconnu

Le PCF n'a décidément pas de réussite. Les dizaines de mises au point, déclarations, dénonciations et autres mises en garde qu'il a publiées depuis trois ans fustigeant «les agissements gauchistes et irresponsables du comité de coordination qui cherche à dévoyer la lutte des résidents» n'ont eu pour résultat que son expulsion pure et simple des foyers en lutte. Sa prétention à dicter aux résidents ce qu'ils devaient faire ou ne pas faire l'a complètement discrédité. Jusqu'avant l'été, il continuait à aboyer contre la lutte, rageant de ne pas arriver, malgré tous ses efforts, à saboter, diviser et finalement s'imposer.

Changeant visiblement de tactique, il décidait courant Août de tenir un «grand meeting à Thionville, avec la participation d'une députée de Seine Saint-Denis». Pour ce «rassemblement de soutien aux travailleurs immigrés en lutte», les moyens avaient été pris : de nombreux tracts avaient été distribués, plusieurs bus avaient été loués (aux frais du PCF bien sûr) ; on avait même réussi à dégoter, pour la tribune, un immigré (pas résident de foyer d'ailleurs). Il s'est apparemment produit un curieux phénomène, puisque personne n'est venu à ce «grand rassemblement de lutte». L'assistance comptait exactement 12 personnes. Le bide quoi ! Du coup, la chose s'est transformée en réunion.

Correspondant Marseille

Begin et Sadate à Camp David

# CARTER PATRONNE LES NÉGOCIATIONS

La réunion au sommet qui se tient le 5 septembre à «Camp David» aux États-Unis, entre Carter, Begin et Sadate est, cette fois-ci, directement à l'initiative américaine. Dans une interview à France-soir, Carter déclare : «*Depuis quelques semaines, les perspectives concernant les négociations au Proche-Orient se sont rapidement dégradées. Les grands espoirs suscités par le voyage du président Sadate à Jérusalem ont disparu.*». Les raisons de la participation américaine directe à cette rencontre sont «*les ressources énergétiques du Proche-Orient (qui) représentent pour les États-Unis un enjeu direct et de première grandeur.*». Carter ajoute : «*Il ne faut pas ignorer que plus importantes encore seraient les répercussions sur notre sécurité nationale d'une guerre éventuelle dans cette région... Nous avons des intérêts nationaux directs au Proche-Orient qui font que nous sommes légitimement mêlés à ces discussions.*».

La dernière rencontre entre les sionistes et les dirigeants égyptiens s'est tenue à Leeds, en présence de Cyrus Vance, secrétaire d'État américain. Cette rencontre s'est terminée par un constat d'échec des négociations, ce qui a amené les dirigeants égyptiens à durcir le ton peu après, lors de la visite de

Vance au Proche-Orient. L'Arabie Saoudite a pris ses distances face à la négociation en demandant à l'Égypte d'arrêter le processus où celle-ci était engagée.

C'est l'initiative américaine du sommet de «Camp David» qui a suscité de nouveau de l'espoir pour les régimes d'Égypte, et même d'Arabie Saoudite, ceux-ci espérant que les États-Unis feraient, cette fois-ci pression sur Israël.

**Quelles sont les positions qui vont s'affronter à «Camp David» ?**

D'après leurs déclarations, les 3 parties sont d'accord sur les points suivants :

- Pas d'État Palestinien,
- Pas d'OLP,
- Assurer la sécurité d'Israël,
- Assurer des relations normales entre les États de la région.

Mais des divergences apparaissent sur la question du retrait israélien et des modalités du règlement de la question palestinienne.

**Pour Israël, il n'est pas question de se retirer de tous les territoires occupés en 1967.**

Un plan «d'administration autonome» de 5 ans est proposé pour la Cisjordanie et Gaza (Jérusalem exclus). Après 5 ans,



la question pourrait être réexaminée. L'opposition travailliste sioniste accepterait de rattacher la Cisjordanie à la Jordanie. Rien n'est fixé pour le Golan. Au sujet du Sinaï, Israël refuse d'abandonner ses colonies, la ville d'Al Arich et le Mont Sinaï, même à une administration civile égyptienne.

Israël refuse de discuter d'un accord global. Selon les termes de Begin, seul un «accord de paix partiel et permanent» pourrait être signé entre l'Égypte et Israël. Des accords semblables se feraient avec les autres parties arabes par la suite.

**L'Égypte demande l'application de la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU qui demande le retrait de tous les territoires arabes occupés en 1967.**

La Cisjordanie et Gaza seraient rattachées respectivement à la Jordanie et à l'Égypte, en attendant «l'autodétermination» palestinienne, réduite à un seul territoire. L'Égypte accepte la présence de forces de l'ONU dans les territoires démilitarisés (pour la sécurité d'Israël), et même de forces américaines. Elle accepte l'installation de postes de détection électronique commandés par les Américains. Pour l'Égypte, finalement, l'accord ne peut être que global, et non seulement sur le Sinaï.

**Les États-Unis, eux, sont d'accord avec la thèse israélienne selon laquelle les frontières de 1967 doivent subir de «légères modifications».**

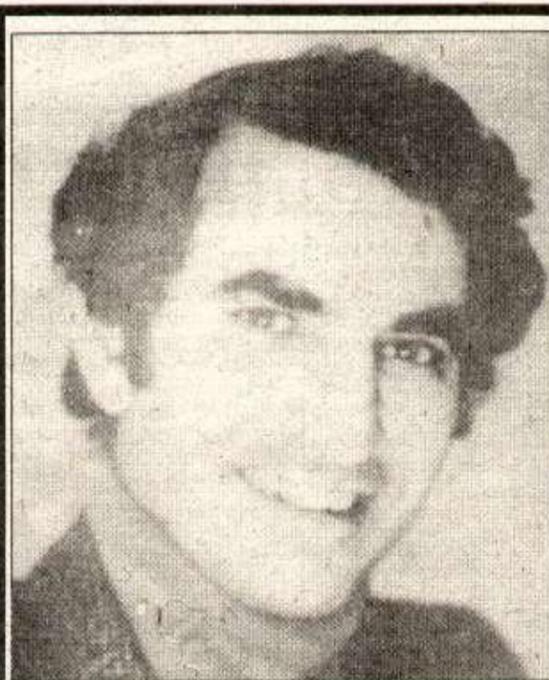
Pour la Cisjordanie et

Gaza (amputées), une période de transition qui serait soit une «administration autonome», soit une présence de l'ONU, démilitarisée, permettrait de régler cette question plus tard. «L'autodétermination» palestinienne qui serait alors possible exclut la formation d'un État, la présence de l'OLP et le retour des réfugiés qui se trouvent dans les pays arabes. Cette «autodétermination» concerne seulement la population de Cisjordanie et de Gaza.

Pour les autres terres arabes occupées en 1967, les États-Unis souhaitent qu'elles soient démilitarisées, avec la présence des forces de l'ONU.

Les États-Unis se retrouvent avec le régime égyptien pour refuser l'implantation des colonies israéliennes sur les terres qui pourraient être évacuées. Pour les colonies se trouvant à l'intérieur de ces terres, elles pourraient être sous administration civile israélienne ou de l'ONU. Quant aux aéroports qui se trouvent sur ces terres, les États-Unis proposent qu'ils soient sous administration civile israélienne ou américaine en attendant la construction d'autres aéroports au Négueb.

D'après les plans proposés, il semble très difficile d'arriver à un accord au sommet de «Camp David». Dans les milieux officiels arabes, on ne s'attend qu'à des déclarations de principe que toutes les parties accepteraient, si l'on se montre optimiste. Sinon, une possible guerre au Liban, déclenchée soit par Israël, soit par ses alliés, pourrait bien être la conséquence de l'initiative américaine et des concessions égyptiennes.



## Adieu, Camarades !

*Le 3 août dernier, à la radio, un nom familier : Azzeddine Kalak ; un mot : assassiné. Avec son adjoint, Adnan Hammad. La tristesse qui noue la gorge, la colère qui serre les poings.*

*Un ami vient de disparaître ; un combattant vient de tomber.*

*Azzeddine, nous étions plusieurs, ici, à le connaître.*

*Nous l'avions rencontré au Liban en 1973, alors que l'armée libanaise tentait en vain d'écraser la Résistance Palestinienne. Nous l'avions retrouvé, représentant de l'OLP en France, en 1974 : Front Rouge, alors organe central de notre Parti, avait publié la première interview qu'il avait donnée à ce poste. Et chaque fois que l'orage grondait, jusqu'à la dernière agression sioniste au Sud-Liban, en mars dernier, nous avions pu apprécier l'importance qu'il accordait à ce qu'une information honnête soit faite en France sur la lutte du peuple palestinien, qu'il représentait dignement dans notre pays.*

*Placé à un poste particulièrement crucial en Europe, Azzeddine avait efficacement rempli les missions que l'OLP lui avait confiées : il avait donné toute sa dimension à l'ouverture officielle du bureau de l'OLP à Paris, en développant toutes les possibilités diplomatiques ouvertes. Il avait imposé dans les médias la voix du peuple palestinien, remettant patiemment sur ses pieds une vérité si souvent maltraitée, avec rigueur, avec patience, avec clarté. Avec l'équipe qu'il animait, il avait su répondre au premier besoin des amis du peuple palestinien dans notre pays : l'éclaircissement politique d'une situation souvent complexe.*

*En 1974, Azzeddine nous déclarait : «Que les ennemis de notre peuple ne s'y trompent pas ; il a proclamé une fois pour toutes : Révolution jusqu'à la victoire !».*

*Nous n'oublierons pas sa fermeté révolutionnaire, sa loyauté à l'égard de l'organisation qu'il représentait.*

*En 1974, parlant du Conseil National Palestinien, il nous disait encore : «Ce qui m'a frappé dans cette réunion, c'est l'esprit de démocratie qui a régné de bout en bout». La passion du débat démocratique, seul gage possible d'une ferme unité, Azzeddine l'aura eue jusqu'au bout. Quelques jours avant sa mort, il dinait avec un de ceux qui allaient l'abattre : pour lui, un frère qu'il fallait convaincre.*

*Jusqu'au bout, Azzeddine a rempli sa mission. Et sa mort, loin de diviser la Résistance Palestinienne et ses organisations, les a au contraire unies dans une même réprobation.*

*Que les camarades d'Azzeddine et d'Adnan, que leurs familles, trouvent ici l'expression de notre solidarité fidèle : c'est à leur peuple tout entier qu'elle s'adresse, à son juste combat libérateur.*

## Erythrée : contre-offensive du FPLE

Selon le porte-parole du FPLE à Khartoum, les forces de libération érythréennes, après avoir effectué un retrait tactique de plusieurs villes du Sud, commencent depuis la semaine dernière une contre-offensive pour repousser l'armée d'occupation éthiopienne. Au cours de la première phase de cette contre-offensive, dans les combats qui se sont déroulés au nord d'Asmara, l'armée de Mengistu aurait perdu 1 500 hommes, les forces de libération faisant plus de 700 prisonniers.

## INTERNATIONAL

Guringaud  
en Asie  
du Sud-Est

Guringaud est arrivé dimanche en Thaïlande. Il doit se rendre ensuite au Vietnam et en Indonésie. Le but du voyage du ministre des Affaires Étrangères, qui est accompagné de représentants du patronat est de favoriser une percée économique de la France en Asie du Sud-Est.

Onassis :  
un héritier russe

Christina Onassis, mariée cet été à un Soviétique attendrait un enfant. Celui-ci héritier de la flotte de l'armateur, deviendrait citoyen soviétique...

## ALLEMAGNE

Holtzer, député du SPD, a lui-même voté pour la levée de son immunité diplomatique. Le parti d'Helmut Schmidt souhaite en effet l'ouverture d'un enquête officielle sur la présence d'espions soviétiques dans ses sphères dirigeantes, au sujet de laquelle l'opposition chrétienne-démocrate fait campagne. On se souvient que la découverte de l'espion Gunther Guillaume dans son cabinet avait causé la chute de Willy Brandt.

## IRAN

## LE SOULEVEMENT CONTINUE

● La vague de manifestations et de soulèvements populaires qui se déroulent depuis huit mois en Iran n'ont pas cessé après la tentative de replâtrage du régime du Shah. Alors qu'une grève générale des fonctionnaires vient d'être décidée dans tout le pays, des mouvements populaires éclatent à nouveau, affrontant la police fasciste.

Les manifestations populaires ont repris avec ampleur en Iran en plusieurs points du pays. Jeudi, à Machad, capitale de l'Est du pays, une importante manifestation s'est déroulée. La police est intervenue de manière particulièrement violente, faisant une dizaine de morts parmi les manifestants. Ceux-ci ont résisté, prenant d'assaut les véhicules des policiers. Puis ils se sont rassemblés devant la maison de l'ayatollah (chef religieux) de la ville.

Une autre manifestation a eu lieu dans la ville kurde de Marivan, à l'autre bout du pays. Il y aurait eu une quinzaine de morts. L'opposition du Front National, que le Shah appelait au «dialogue», a nommé une commission pour enquêter sur la répression sanglante des dernières manifestations. L'ouverture annoncée par le régime est déniée par les faits.

LE MOUVEMENT  
POPULAIRE UNI  
POUR RENVERSER  
LE SHAH

Il est certain que l'opposition religieuse reste le catalyseur du mécontentement populaire et du vaste mouvement contre le Shah

et contre l'impérialisme (américain en particulier). A cela plusieurs raisons : tout d'abord, l'opposition religieuse progressiste domine largement le mouvement, en particulier l'ayatollah Komeiny a une très grande influence. Lui et ses partisans sont décidés à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire le départ du Shah. Mais la dominante religieuse du mouvement marque néanmoins ses limites : la seule perspective pour le remplacer le Shah est pour les chefs religieux, la créa-

tion d'un Etat islamique qui selon l'un d'entre eux ne serait basé «ni sur le modèle de l'Arabie Saoudite, ni sur celui de la Libye». L'autre raison expliquant le rôle de premier plan joué par l'opposition religieuse, vient du fait que les seuls rassemblements autorisés sont ceux des mosquées où les religieux peuvent parler librement. Si elle ne présente pas d'alternative politique crédible, l'opposition religieuse regroupe cependant derrière elle, l'ensemble du peuple iranien décidé à en finir une fois pour toutes avec la dictature sanglante de la dynastie Pahlavie. Actuellement le Shah fait l'unanimité contre lui, la bourgeoisie nationale regroupée dans le Front Na-

tional, refuse le dialogue avec lui et réclame son départ ; à l'intérieur du gouvernement des contradictions apparaissent. Seul soutien au régime, l'armée semble échapper pour l'instant au mouvement d'opposition au Shah, mais elle ne pourra rester indéfiniment sourde aux appels de l'opposition religieuse qui demande aux soldats de ne pas tirer sur leurs frères. Quelques soldats qui avaient refusé de tirer sur le peuple ont déjà été fusillés à Tabriz.

L'opposition religieuse comme les mossadeghistes (partisans du premier ministre qui nationalisa le pétrole et fut renversé par le Shah en 1953) du Front National ont repoussé les appels du Shah et les con-

cessions de détail, comme l'adoption du calendrier islamique et le changement de premier ministre, montrent que le Shah se moque du peuple, comme l'a dit l'ayatollah Komeiny. Ce ne sont certes pas ces «réformes» qui vont infléchir la détermination du peuple iranien.

Etant donné les richesses de l'Iran et sa position stratégique, ce pays constitue un enjeu privilégié de la rivalité des super-puissances dans leur lutte pour l'hégémonie. En entrant en lutte contre le régime du Shah, le peuple iranien s'affronte également à l'impérialisme US qui le soutient. Il saura également faire face aux manœuvres du social-impérialisme.

## L'incendie du cinéma d'Abadan

L'Union des Etudiants Iraniens en France a vivement réagi contre la campagne calomnieuse du Shah au sujet de l'incendie du cinéma d'Abadan, dans un communiqué où il est dit notamment : «Les responsables du régime ainsi qu'une partie des médias en Europe, essaient de mettre cet attentat sur le dos de l'opposition, et en particulier sur le dos des religieux progressistes, systématiquement présentés comme «fanatiques réactionnaires», «terroristes» et «peste noire» ! Mais le peuple iranien connaît très bien les véritables auteurs de cet attentat».

L'incendie du cinéma d'Abadan du 19.8. a fait 430 morts, il a été largement exploité par la propagande du Shah pour discréditer l'opposition religieuse. En effet, avant que ne soient connues les circonstances de l'incendie, la presse du pouvoir rejetait immédiatement la responsabilité sur l'opposition religieuse, sous prétexte que lors des récentes manifestations, certains

cinémas avaient été incendiés (les salles étant vides). De nombreux éléments font penser à une provocation de la Savak : Abadan est le plus grand centre pétrolier du monde et à ce titre il possède d'énormes moyens de lutte contre les incendies : or, le jour de l'incendie, les citernes de camions étaient vides. Le poste de police situé seulement à 30 mètres du cinéma a mis une demi-heure pour prévenir les pompiers, des policiers ont même empêché les gens de forcer la porte pour délivrer les spectateurs prisonniers du cinéma. Cible de la campagne du Shah, l'opposition religieuse a réagi violemment aux accusations portées contre elle ; avant même l'incendie d'Abadan l'ayatollah de Qim déclarait : «Nous ne sommes pas des fanatiques mais des progressistes, nous n'avons jamais approuvé la destruction de cinémas ou de banques et nous ne voudrions même pas que l'on détruise par la violence les maisons de tolérance».

## NICARAGUA

SOMOZA :  
UN RÉGIME A BOUT DE SOUFFLE

«Que se vaya !» (qu'il s'en aille !)

Le Nicaragua, 2 millions et demi d'habitants, au cœur de l'Amérique Centrale, est presque en état de guerre civile. Un seul cri partout : «Que se vaya», qu'il s'en aille. «Il», c'est le dictateur Somoza, honni par le peuple, lâché par les couches moyennes jusque là alliées, isolé au dedans et au dehors du pays. Mais Tacho Somoza ne veut pas s'en aller : il paraît que ce n'est pas constitutionnel de démissionner ! Deux branches pour s'accrocher : les Etats-Unis, et la Garde Nationale, forte de 10 000 hommes, à la fois police et armée, enfant chérie du régime. La Garde Nationale aujourd'hui ne sait plus où donner de la tête : dans les quartiers périphériques de Managua, la capitale, on entend journellement des coups de feu. Masaya et Monimbo, bombardées au mois de février dernier, se barricadent le soir : la Garde ne s'y risque pas. Jinotega au nord du pays, Grenada, Léon s'embrasent. Matagalpa, la troisième ville du pays, est restée plus de 5 jours aux mains d'une insurrection populaire, dirigée par le Front Sandiniste. Le régime Somoza n'en finit pas d'agoniser...

L'ASSASSINAT  
DE CHAMORRO :  
UN DÉTONATEUR

Tout a commencé le 10 janvier dernier avec l'assassinat de Pedro Joaquim Chamorro, principal leader de l'opposition libérale, directeur du journal *La Prensa*, adversaire du régime. En fait, le meurtre de Chamorro n'a été qu'un détonateur. Tout a commencé il y a 44 ans lorsque le fondateur de la dynastie Somoza, Anastasio premier a été installé au pouvoir par les marines américaines. En 1912, les Etats-Unis qui envisageaient déjà de construire un canal interocéanique au Nicaragua, débarquaient leurs navires. L'occupation US a duré de 1912 à 1933. Contre cette domination coloniale, se dressait le «général des hommes libres», Augusto Sandino, un paysan patriote qui au bout de 5 ans de lutte armée, obligea les troupes américaines à s'en aller. Cependant, Sandino mourut en 1934, et le premier des Somoza s'installa au pouvoir grâce à la Garde Nationale, armée et entraînée

## L'EMPIRE SOMOZA

Depuis cette date, les USA contrôlent financièrement le pays de part en part. Paradis fiscal, le Nicaragua a capté les investissements américains avec l'aide du clan Somoza. Au fil des ans, le clan s'est bâti un Empire : il est le plus gros propriétaire terrien du pays (1/3 des terres productives où pousse le coton, une des principales richesses du pays). Il est le premier éleveur, contrôle la distribution de viande dans le pays, et possède les entrepôts frigorifiques correspondants. La ligne aérienne «nationale» elle est à la famille Somoza. A Somoza encore un journal *Novedades*, un canal de télévision, le monopole de la production de ciment, la plus grande partie de la flotte marchande, le restaurant le plus luxueux de Managua, sans parler des participations dans d'innombrables banques et sociétés.

RACKET OFFICIEL  
ET MISERE POUR LE PEUPLE

Cet empire s'est édifié sur la misère du peuple. Dans un pays

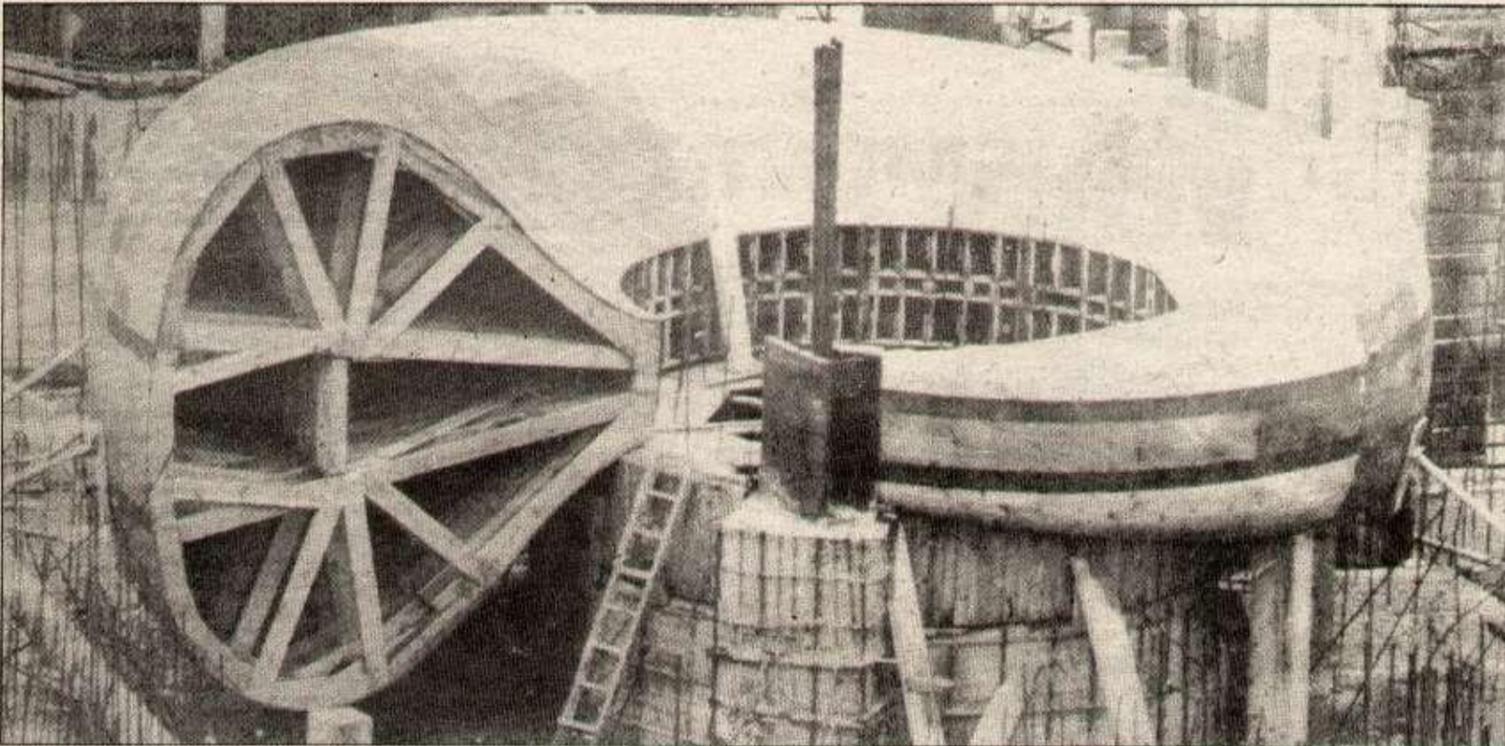
où statistiquement le revenu moyen par habitant est presque de 1 000 dollars, le bidonville, la cahute reste la forme de logement la plus courante. Un exemple frappant : Managua la capitale a été détruite par un tremblement de terre en 1972. Différents organismes internationaux ont fait parvenir de l'argent pour la reconstruire. Où est passé l'argent ? Somoza seul le sait. De la ville, il ne reste qu'un amas de carcasses d'immeubles, quelques bordures de trottoirs restées intactes, parfois le sol nu, labouré par les bulldozers. 6 ans après, Managua a l'air d'une capitale fantôme, où trône le bunker de Somoza, seul bâtiment à avoir résisté à la catastrophe. Ailleurs, n'importe où, des gratte-ciel de sociétés américaines ont resurgi. La corruption imprègne le système jusqu'à la moelle : le racket fonctionne à vaste échelle. Membres de la Garde Nationale et fonctionnaires du régime, peuvent à tout moment prélever une dime, en toute impunité, sur les établissements commerciaux ou sur les particuliers. C'est le chef de la police de Managua qui est chargé de transmettre ces fonds à la

Par Hélène VARJAC

famille Somoza. Le précédent a été tué par le Front Sandiniste. Un acte populaire, sans conteste.

L'affairisme cynique du clan ne peut tenir que grâce à un système politique sur mesure : répression du mouvement syndical et des partis politiques, et constitution d'un «Parti Libéral Nationaliste» et d'une «CGT» à la botte de la famille Somoza. Il y aurait au Nicaragua 500 prisonniers politiques ayant fait l'objet d'un «jugement», et environ 3 000 disparus. Mais le bilan de la dictature est sans doute beaucoup plus lourd dans un pays où l'assassinat politique et le bombardement des quartiers en lutte fait partie de la vie quotidienne depuis 44 ans.

1912 - 1913 : Occupation militaire par les USA  
1937 - 1956 : Dictature d'Anastasio premier Somoza, assassiné en 56  
1956 - 1966 : Dictature de Luis Somoza, fils du précédent  
1966 - 1978 : Anastasio Somoza frère du précédent.



## ENRICHISSEMENT ET PROLIFÉRATION

L'uranium se présente dans la nature sous deux formes. L'une, très abondante (238) ne fournit pas d'énergie de fission. On doit donc en général utiliser un mélange «enrichi» en U 235. Trois procédés sont actuellement opérationnels : la diffusion gazeuse, qui demande de très gros investissements et permet, répétée un grand nombre de fois, un taux d'enrichissement de 95% ; l'ultracentrifugation et le procédé aérodynamique, qui n'ont pas atteint encore le stade industriel de la diffusion gazeuse, permettent aussi de forts taux d'enrichissement. Ce sont donc des procédés susceptibles de fournir le matériau des bombes A. Notons que la récupération du plutonium que fabriquent les centrales électronucléaires aboutit au même résultat.

Vers un accord France - USA - RFA sur l'enrichissement de l'uranium ?

## LA PROLIFÉRATION DES CENTRALES A L'ORDRE DU JOUR

• Des indiscretions en provenance du Commissariat à l'Energie Atomique et dont le contenu a été soigneusement préparé, font état d'un accord entre la France, la RFA et les Etats-Unis dans le domaine de l'enrichissement de l'uranium.

Il s'agirait de construire à trois une usine fonctionnant selon le procédé mis au point par le CEA, et qui ne pourrait être utilisé qu'à des fins pacifiques. L'implantation de l'usine se ferait en France, et l'accord définitif surviendrait avant la fin de l'année.

L'administrateur général du CEA, André Giraud avait annoncé publiquement l'existence d'un «nouveau» procédé d'enrichissement lors de la conférence annuelle de l'Agence internationale de l'énergie atomique, avec forte publicité : la France avait enfin mis au point un

procédé permettant d'enrichir faiblement (5%) l'uranium, comme le demandent les centrales électronucléaires actuelles, mais impropre aux forts taux d'enrichissement exigés pour les bombes à fission (plus de 90%). Mais à la manière des publicités choc, son annonce n'allait

guère plus loin que le titre. Le CEA fit savoir qu'il s'agissait d'un procédé chimique ne nécessitant pas de grosses installations, et ce fut tout. Un appel à la collaboration internationale était lancé, principalement aux USA, qui se veulent les champions de la non-prolifération des armes nucléaires.

L'appel aurait donc été entendu, et un programme de 100 millions de francs pourrait ainsi être conduit, pour tester la fiabilité économique du procédé. Il reste à en mesurer la réelle portée politique. A l'heure actuelle, Etats-Unis et URSS sont les plus gros producteurs mondiaux d'uranium enrichi, et les pro-

grammes nucléaires européens dépendent des fournitures américaines. En attendant l'achèvement de l'usine Eurodif, qui suffira à peine à couvrir les besoins européens à moyen terme, les USA disposent donc d'un monopole mondial. Celui-ci est important économiquement, car si les concurrents européens des USA peuvent passer des contrats de construction de centrales électriques avec des pays du Tiers Monde (Brésil, Iran...), ils ne peuvent réellement garantir la fourniture du combustible indispensable. Westinghouse et General Electric, les deux géants américains du nucléaire, disposent ainsi

d'un argument de poids pour vendre leurs centrales. Bien entendu, les raisons économiques ne sont pas mises en avant par les USA qui préfèrent brandir la menace de la «prolifération nucléaire» lorsque les pays européens, pour tourner le blocage du combustible, proposent à leurs clients des usines d'enrichissement clefs en mains (c'est le cas de l'Allemagne avec le Brésil).

Si le procédé du CEA est effectivement «venda-

ble», les USA perdent un atout. Leur participation au projet, si elle se confirme, doit procéder pour partie d'un besoin d'informations précises. Celle de l'Allemagne, déjà associée à la France pour la construction des surrégénérateurs et de l'usine Eurodif, est plus «naturelle».

Car il est du moins un point sur lequel les trois partenaires sont d'accord : la prolifération des centrales nucléaires.

Eric BRÉHAT

### L'ANGLETERRE A L'ECART DU PROGRAMME AIRBUS ?

## Soubresauts dans l'Europe aéronautique

Jeudi dernier, le gouvernement britannique annonçait qu'il autorisait l'achat de Boeing par British Airways et simultanément l'industrie aéronautique anglaise à participer au programme Airbus. Le gouvernement français a d'avance refusé cette participation, alors que le gouvernement allemand faisait savoir vendredi qu'il y était favorable.

Le programme Airbus, né de la coopération franco-allemande comporte deux étapes. L'une d'elle est actuellement en cours de réalisation avec les versions B 2 et B 4, considérées comme l'un des moyens courriers les plus adaptés aux conditions actuelles du marché. L'autre est seulement programmée, et concerne un long courrier, l'A-310. C'est à ce dernier programme que faisait référence le ministre britannique, car la Grande-Bretagne participe déjà au montage des B 2 et B 4. L'industrie aéronautique de ce pays est en effet partagée : si la partie avion a

choisi la coopération européenne (Concorde, montage d'Airbus, Jaguar), la partie moteurs, avec Rolls-Royce, travaille depuis longtemps avec l'aéronautique US, Boeing en particulier. Les avions commandés par British Airways seront d'ailleurs équipés de réacteurs Rolls-Royce.

Le gouvernement français explique son refus de la participation britannique par la contradiction qu'il y aurait à construire européen et commander américain. Il semble en fait que la SNIAS ne tienne pas tellement à la participation anglaise, le projet A 310 étant déjà bien avancé, et l'expérience de Concorde n'ayant pas été tout à fait probante.

Le gagnant dans l'affaire, est principalement l'industrie aéronautique US qui prouve une fois de plus l'importance de ses moyens de pression sur l'Europe. Airbus sera peut-être meilleur que son concurrent US. Il sera certainement beaucoup moins vendu.

## PROGRAMME TÉLÉ

### Lundi 4 septembre

#### TF 1

18 h 15 - Evadez-vous avec TF 1... L'énigme du Britannic  
19 h 10 - Jeune pratique  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Les chemins de la renommée  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Duel dans le Pacifique. Film américain de Boorman 1968.  
22 h 10 - Les grandes personnes. Henri Cueco et Sophie  
23 h 00 - Journal et fin

#### A 2

18 h 35 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top Club vacances  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Mosaïque  
21 h 35 - Lire c'est vivre  
22 h 35 - Catch à quatre  
23 h 05 - Journal et fin

#### FR 3

18 h 30 - Pour la jeunesse  
18 h 55 - Tribune libre  
19 h 10 - Le chevalier de cœur  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Alerte à la bombe. Film américain de Guillevain  
22 h 10 - Journal et fin

### Mardi 5 septembre

#### TF 1

18 h 10 - Evadez-vous avec TF 1... Le butin de Pergame  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Les chemins de la renommée  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - La poursuite mystérieuse. Film TV canadien  
21 h 50 - La France de Michelet  
22 h 50 - Journal et fin

#### A 2

17 h 55 - Récré A 2  
18 h 35 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top club vacances  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Les dossiers de l'écran. Spécial première. Film américain de Wilder. Comédie  
23 h 35 - Journal et fin

#### FR 3

18 h 30 - Pour la jeunesse  
18 h 55 - Tribune libre  
19 h 10 - Le chevalier de cœur  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Le défi de Tarzan. Film américain de Day en version française  
21 h 55 - Journal et fin

# 1978 - 1979 Nouvelle campagne abonnés-amis



Suivre pas à pas, sur le terrain, le développement des luttes ouvrières et populaires ; être là chaque fois que l'exploitation dévoile ses ravages, pour les mettre systématiquement à nu ; témoigner, de manière vivante, de l'évolution complexe de la lutte des classes à l'échelle internationale ; ouvrir, en même temps, le débat au sein du peuple sur toutes les questions qui le concernent : voici, à cette rentrée, quelques unes des ambitions du *Quotidien du Peuple*. Chacun le comprendra, cela demande des moyens.

Nous en avons peu. Nous n'en avons pas assez. Alors qu'il faudrait faire plus et mieux, plusieurs facteurs viennent contrarier nos projets. La hausse du prix des fournitures pèse en permanence sur notre équilibre. L'introduction, par la presse d'argent, de moyens de diffusion nouveaux (télé-impression), trop onéreux pour nous, est venue perturber notre diffusion. L'année qui vient, riche de promesses quant au développement du combat de la classe ouvrière, exige que notre journal relève le gant.

Depuis trois ans, nos lecteurs ont pu juger de l'arme que constitue un quotidien communiste. Tous auront à cœur que *le Quotidien du Peuple* vive, qu'il se développe.

Dans cette bataille, les abonnements sont une question cruciale. D'abord, parce qu'ils apportent une masse d'argent frais. Ensuite, parce que n'entraînant pas les frais considérables de la diffusion en kiosque, ils sont plus avantageux financièrement.

Venant à la rentrée, cette campagne est indispensable pour nous permettre de faire face aux échéances à court terme. Pour peu qu'elle soit menée vigoureusement, elle peut nous permettre de constituer une avance de trésorerie qui nous fait défaut.

Au fil des années, nous avons progressivement rationalisé notre service d'expéditions de manière à répondre promptement et ponctuellement à la demande : de plus en plus, l'envoi du journal s'effectue régulièrement. C'est une raison de plus pour que la campagne abonné-amis 1978 - 79 soit une réussite. Que chaque lecteur régulier trouve un abonné pour le *Quotidien du Peuple*, et notre journal pourra tenir sa place dans les luttes de l'année qui s'ouvre ! En avant pour une campagne massive «abonné-amis» du *Quotidien du Peuple* !

## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

### A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml.
- *Pékin information*.
- *La Chine en construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

### et à un livre ou un disque au choix

#### PARMI LES LIVRES

- LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG
- ou
- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
- *Salair aux pièces* (Miklos Haratzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir*
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

#### PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

### Sur présentation de la carte «abonné ami» du *Quotidien du Peuple*

#### LIBRAIRIES

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Aix en Provence Librairie quotidienne  
5 rue Félix Gouet (10 %)

Besançon	Lib. Les sandales d'Empédocle (10 %) Place Victor Hugo - 138 Grande Rue.
Bourges	Lib. Nathanaël 4, cours Avaricum.
Brest	Lib. Graffiti (10 %) Place Saint-Louis
Caen	La Licorne (10 %) Rue Froide
Clermont-Ferrand	Lib. Jean Rome (10 %) 1 rue des Gras
Evreux	Lib. Dubois-Dehayes rue Chartraine (5 %)
Grenoble	Le Livre ouvert Cours Fontaine (10 %)
La Rochelle	Lib. La Genette (5 %) Rue Rougemont
Le Mans	Lib. La Taupe 2 quai amiral Lalande (10 %)
Lille	Librairie populaire 40 rue de Guesdes
Lyon	Librairie populaire (15 %) 226 rue Duguesclin (3*)
Marseille	Librairie Lire (10 %) Rue Sainte (1**)
Metz	Librairie Geronimo (10 %) Rue du Pont des Morts
Montluçon	Le Bouillon de culture 15 rue Barathon (10 %)
Nice	Le Temps des Cerises (10 %) 50 bd de la Madeleine
Nantes	Librairie 71 (10 %) 50 bd de la Madeleine
Orléans	Les temps modernes (5 %) rue N. D. de Recouvrance
Quimper	Calligrammes 23 rue du Sallé (10 %)
Perpignan	Le Futur antérieur 22 rue Grande-la-Réal (10 %)
Reims	Le Grand jeu 20 rue Colbert

#### CINÉMAS

Paris	Saint-Séverin 12 rue Saint Séverin (5*) Tarif étudiant : 10 F La Clef 21 rue de la Clef (5*). Tarif étud. Seine Cinéma 8 rue Frédéric Sauton (5*) Châtelet-Victoria 19 avenue Victoria 1**
Lyon	Cinématographe 44 cours Suchet (2*) Tarif collect. (5 tickets : 40 F). Le Canut 32 rue Leynaud (1**) (tarif. étud.)

Nom (en capitales).....  
Prénom.....  
Ville.....

Date : .....

Abonnement normal 350 F   
Abonnement de soutien 600 F   
... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au *Quotidien du Peuple*

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-amis», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.



# ESSENCE : POLÉMIQUE STORY

● La baisse du dollar sur le marché des changes alimente une polémique qui tend à se déplacer. Mi-août, elle se situait entre Barre et Monory : elle est maintenant entre les grandes surfaces et les pompistes. Barre semble avoir repris en main son

ministère de l'Économie qui avait annoncé prématurément une baisse de quelques centimes sur le prix du super. Cette baisse pourrait finalement être accrue, mais cantonnée aux grandes surfaces : d'où la grogne des pompistes.

Le dollar est malade. Depuis plusieurs mois, il subit une baisse qui l'a porté au dessous de la valeur de 4,65 francs, valeur retenue par les Pouvoirs publics. A quelque chose malheur est bon. Les compagnies pétrolières se frottent les mains. Le dollar étant monnaie d'échange pour les produits pétroliers, la baisse qu'il enregistre permet aux compagnies françaises de se le procurer à moindre prix.

Dans le courant du mois de juillet, elles ont pu ainsi récupérer quelque 20 francs par tonne de brut, somme qui passait à 30 francs au mois d'août.

Le 19 août, Monory, ministre de l'Économie, annonçait une baisse du prix de détail de l'essence de 5 centimes, sans que cette mesure ne soit entérinée par le Conseil des ministres. Barre, ne connaissant que les augmentations et les baisses de pouvoir d'achat, avait alors repris les choses en mains et démenti qu'une telle baisse puisse avoir lieu. Les francs-tireurs ne sont pas admis.

«Lorsqu'un produit est rare, comme les produits pétroliers, il ne doit pas être bon marché. L'intérêt économique de notre pays est de pratiquer des prix qui reflètent cette rareté et incitent les Français à l'économie. Il faut voir plus loin que le court terme». Voici la grande déclaration que fit le 22 août le Premier ministre pour justifier sa position ; on n'en attendait pas moins de sa part.



Le 23 juin, le super augmentait de 26 centimes.

Après mûre réflexion, le gouvernement a décidé d'empocher la différence (6,85 centimes par litre) et d'en faire une «cagnotte» pour financer l'agence pour les économies d'énergie. Un pécule de 500 millions de francs pourrait être constitué pendant ces prochains quatre mois.

Parallèlement, le gouvernement pourrait décider, dans le cadre d'une libération des produits pétroliers, d'une baisse d'une dizaine de centimes sur le prix du super, en faveur des grandes surfaces. Celles-ci bénéficient déjà d'une baisse de cinq à six centimes sur le prix de vente.

Mais cette mesure soulève un «tollé» de la part des pompistes détaillants. La colère monte chez ceux-ci, qui déjà n'apprécient guère que les grandes surfaces commercent avec l'essence. D'autant que cette «concurrence déloyale», selon les pompistes détaillants, risque de prendre des tournures catastrophiques pour eux, lors de la prochaine libération des prix des produits pétroliers annoncée par Giraud, ministre de l'Industrie. Cette libération pourrait se faire par la suppression ou l'assouplissement des quotas d'importation auxquels sont soumis les compagnies pétrolières.

L'approvisionnement du marché pourrait alors mettre en concurrence d'avantage de sociétés. Concurrence qui se répercuterait sur les prix de détail.

Cependant, une augmentation du prix du pétrole est déjà annoncée pour le début de l'année 79. On s'en doutait.

Seule L'Humanité avait tiré victorieusement : «Un recul significatif», au moment de l'incartade de Monory et glorifiait Marchais d'avoir contraint le gouvernement à suivre ses exigences.

Pierre CHÂTEL

Après l'évasion de Mesrine

## BALLET DES FONCTIONNAIRES

Bonaldi et Villard, respectivement directeur et directeur-adjoint de la prison de la Santé, à Paris, viennent de rejoindre leur nouveau poste, dans le cadre de leur promotion. Cette «promotion» a été décidée au lendemain de l'évasion de Mesrine et deux de ses collègues, le 8 mai dernier. Lors de cette retentissante évasion, qui avait valu la mort de l'un des évadés, Peyrefitte avait dérogé sa responsabilité sur les subalternes.

Il est vrai que Bonaldi, par ailleurs secrétaire du syndicat FO des gardiens de prisons, jouissait d'une certaine image de marque auprès des taulards. Ce qui n'est pas du goût de tout

le monde, certainement pas de celui du nouveau responsable de l'administration pénitentiaire, Dublanc. Celui-ci, connu pour ses exactions contre la population de Djibouti, avait été nommé en mai de cette année pour remplacer Aymard. Aymard dont le manque de fermeté, selon Peyrefitte, n'était pas étranger à la rocambolesque évasion.

Peyrefitte veut de la poigne que diable ! Pour ce faire, il vient de promouvoir au poste laissé vacant par Bonaldi, un «dur», Rousseau ; jusqu'à présent directeur de la prison des Beaumettes à

Marseille. Ceux de la Santé entendent déjà des mises en garde, qui ont tout de la menace de la part des matons. Mais la réputation de Rousseau n'est plus à faire pour les taulards de la Santé qui viennent d'exprimer leur désapprobation, contre le nouveau venu, et son «gang», son adjoint et son surveillant-chef. Dans leur lettre ouverte adressée à Peyrefitte, les détenus lui font part de leur inquiétude et demandent à ce qu'elle «soit prise en compte. Qu'on se souvienne dans l'avenir de ce que nous dénonçons ici», concluent-ils à propos «de l'interprétation particulière et fantaisiste» que Rousseau

«a des droits, pourtant réduits, des règlements». Pour appuyer leur demande, les détenus de la Santé projettent de refuser de remonter de leur promenade ce lundi, et d'entamer une grève de la faim tournante.

Bonaldi pour sa part rejoindra le poste spécialement créé à son intention de chargé de mission au près du directeur de l'administration pénitentiaire. Dublanc pourra ainsi lui apprendre le métier... Quant à Mesrine qui nous vaut ce ballet de fonctionnaires, il court toujours.

Pierre CHÂTEL

## La menace de tremblement de terre sur l'Alsace persiste

Dimanche, entre 7 h 09 et 7 h 11, trois secousses telluriques ont été ressenties en Alsace, sans provoquer de dégâts. Le centre du tremblement de terre était situé en Allemagne du Sud, où les secousses ont été ressenties plus fortement : la secousse a atteint le degré 6,7 de l'échelle Richter alors que le degré 6 est souvent lié à de graves dégâts.

Selon les géophysiciens de l'Institut de géographie de Strasbourg, d'autres secousses, plus faibles, se produiront dans les trois jours qui viennent.

Les risques de tremblement de terre et d'activité volcanique existent en France, contrairement à ce qui est souvent affirmé. L'information sur ce sujet est pourtant inexistante, et les moyens de prévision pourraient être sensiblement améliorés.

GREFFE  
DE LA JAMBE  
AU CHU DE CAEN

sieurs mois avant de  
savoir si elle a réussi.

Dimanche, vers midi, les chirurgiens du centre hospitalier de Caen ont tenté une greffe de la jambe sur un enfant de onze ans, dont la jambe droite avait été sectionnée lors d'un accident de la circulation.

L'opération a duré près de sept heures. C'est la première fois qu'une telle opération est tentée en France. Il faudra attendre plu-

ACCIDENTS  
DU TRAVAIL :  
TROIS MORTS

Un mineur de la fosse 4 de Lens, Mohamed el Hasnaoui, a été écrasé, dans la soirée de jeudi dernier, par une pile de soutènement.

Sur le chantier du tunnel de Fréjus, deux ouvriers nord-africains ont été écrasés par des blocs de rocher qui se sont décrochés de la paroi.

## Demain, notre nouveau feuilleton

### IMRO : DES TRAVAILLEURS AUX PIEDS NUS



En écrivant ce livre, publié en 1977, les travailleurs d'IMRO (Rouen) qui ont lutté pendant de nombreux mois contre la fermeture de leur entreprise, ont voulu que «cet ouvrage soit le résumé d'une expérience de lutte» tout en se refusant à «apporter des solutions toutes faites comme un bon petit plat en boîte qu'il suffirait d'ouvrir».

Pierre CHÂTEL

Le séminaire de Rambouillet

## SILENCE, LE GOUVERNEMENT PENSE !

De quoi ont-ils donc discuté ? Quelles nouvelles mesures d'austérité ont été mises au point derrière les larges murs du château de Rambouillet ? A quels règlements de compte a donné lieu la réunion pendant deux jours de tous ces ministres dont on sait qu'ils ne forment pas une équipe homogène ? On est en droit de se poser toutes ces questions tant ce qui a filtré du 5<sup>e</sup> séminaire gouvernemental tenu vendredi et samedi était pauvre. On sait tout au plus que ces messieurs ont parlé du chômage, de la sécurité et de l'ouverture politique.

En ce qui concerne le

chômage, le ministre du Travail, Boulin, et ses secrétaires d'État ont été invités à faire un «tour de France», pour vérifier l'application des mesures déjà prises, et de celles qui seront prises mercredi au prochain conseil des Ministres. Pour ce qui est de la sécurité, il a été largement fait allusion à une réforme du système des permis-sions accordées aux dé-tenués. On remarquera enfin, au chapitre «ouverture», l'hommage de Giscard à Fabre, «cet homme de l'opposition qui a bien voulu accepter de remplir un mandat au profit de la collectivité française». Voilà qui est bien maigre.

Alors que s'est-il passé réellement autour de la table de Rambouillet, si toutefois, il s'est passé quelque chose ? N'y a-t-il pas eu quelques prises de bec entre Barre et Monory, si ouvertement divisés sur l'opportunité ou non d'une baisse de l'essence ?

N'y a-t-il pas eu quelques contestations sur la politique actuelle de libération des prix ? On serait tenté de le penser en entendant l'arbitrage de Giscard : «Il n'y a pas d'autre politique que celle qui est menée. Ce n'est pas une politique de théorie économique, mais une politique réaliste».

De la même manière, on peut s'interroger — et craindre — ce qui a été mijoté à propos du chômage. Le gouvernement s'orienterait vers une politique «au coup par coup», consistant non pas à faire face au chômage et à ses conséquences, mais à tenter «d'atténuer» ses effets là où les risques de réaction des travailleurs sont trop forts. C'est déjà ce qui s'est passé avec le fameux plan Vosges.

En tout cas, il fallait que les discussions de Rambouillet soient bien peu ragoutantes pour qu'elles s'entourent d'un tel secret.

## Grande-Bretagne : conférence des Trade-Unions

La conférence annuelle des syndicats britanniques (Trade Unions) doit s'ouvrir ce lundi à Brighton. Alors que grandit le mécontentement des travailleurs devant la politique d'austérité des travaillistes soutenue par les directions syndicales, celles-ci vont tenter de détourner l'attention des syndicalistes vers des objectifs électoraux. En effet, les élections doivent avoir lieu entre octobre et février. Plus que la lutte pour les revendications des travailleurs, les dirigeants syndicaux veulent mettre à l'ordre du jour le soutien à un gouvernement travailliste usé par plusieurs années de pouvoir et très menacé par les conservateurs.

## Un ministre sud-coréen en URSS ?

Selon une information en provenance de Séoul, capitale de la Corée du Sud, le gouvernement soviétique aurait accordé un visa à un ministre du gouvernement fantôme de Park Chung-Hee à l'occasion d'un congrès de l'Organisation Mondiale de la Santé. Il s'agirait d'une reconnaissance de fait par Moscou du régime de Séoul. Déjà dans le passé, la réception de délégations sportives par Moscou avait entraîné des protestations de la République Populaire Démocratique de Corée.

## Zimbabwe : rencontre Nkomo-Smith

Joshua Nkomo, co-dirigeant du Front Patriotique du Zimbabwe, a reconnu qu'il avait rencontré le 19 août Ian Smith, chef du gouvernement raciste de Rhodésie. Alors que sa tentative de «réglement interne» avec les fantômes Muzorewa et Sithole a définitivement échoué, Smith amorce une ultime manœuvre : diviser le Front Patriotique, en vue d'exclure du régime la ZANU, dirigée par Robert Mugabe. C'est la ZANU qui, pour l'essentiel, mène la guerre de guérilla sur le territoire national où elle édifie un pouvoir populaire dans les zones rurales libérées.

► Le tribunal de commerce de Grenoble a décidé vendredi la fermeture de l'entreprise la société Comever, à Brignoud (Isère). Les 210 travailleurs occupent les locaux.

► Les arboriculteurs de Fournes, près de Remoulins (Gard), ont barré, vendredi et

samedi, les voies d'accès de l'usine de la société de céramique du midi Prusson-Rhomer, pour protester contre les dégâts occasionnés à leurs plantations par les rejets de fluor de l'usine. Ils réclament des indemnités pour les dégâts causés et la mise en place d'un dispositif anti-pollution.

## Jean-Paul 1<sup>er</sup> ou Jean-Yanne 2<sup>e</sup> ?

Il est gentil, il sourit, il est drôle, simple et affable... C'est le nouveau pape, qui remplace l'ancien. Un brave bonhomme, sur qui on peut compter pour se montrer humanitaire et bon...

Voire. Avant d'être pape, Albino Luciani était, bien entendu, cardinal. Et, du temps qu'il était cardinal, il lui arrivait de prendre position sur tel ou tel sujet, d'écrire dans un journal ecclésiastique.

Ainsi, on peut déjà savoir que Jean-Paul Albino

a mené campagne contre la loi autorisant le divorce en Italie, et qu'il n'a pas manqué de condamner les étudiants catholiques partisans du pluralisme politique pour les chrétiens : en dehors de la Démocratie Chrétienne, pas de salut... Et de regretter «la contribution apportée par la désobéissance des prêtres à l'offensive de la gauche».

Une fois pape, son premier discours a été pour condamner : «La tentation de se substituer à Dieu au moyen d'une décision au-

tonome qui fait abstraction des lois morales, mène l'homme moderne au risque de réduire la terre à un désert, la personne à un automate, la communauté fraternelle à une collectivisation planifiée» : le communisme, voilà l'ennemi !

Dans une «lettre à Péguy», publiée voici quelques années, le nouveau chef de l'église évoquait une vision d'horreur : «Suppose, cher Péguy, que les Chinois soient en train d'envahir l'Italie et

avancent en détruisant et en tuant. Tous s'enfuient, les avions, les autos, les trains sont pris d'assaut». Bigre !

Il n'y a pas si longtemps, un autre sympathique amuseur, qui, lui, n'est pas devenu pape, évoquait au cinéma des images semblables : c'était le film de Jean Yanne sur «Les Chinois à Paris». La ficelle était trop grosse, et le spectacle fit un four.

Faisons un vœu : que le cinéma de Jean-Paul 1<sup>er</sup> ne fasse pas plus recette. Amen !

## Instantanés

Paris, au mois d'août, avec Henri, 77 ans...

## Bouger pour vivre

Chemise blanche, pantalon sombre, casquette grise vissée sur le crâne et protégeant du soleil des yeux malicieux, un vieux est assis sur un banc du square Gambetta, dans le XX<sup>e</sup>.

Une belle après-midi de la fin-août, une longue conversation avec Henri, un vrai titi parisien qui n'a pas souvent quitté son quartier natal de Ménilmontant. Cet été, comme bien d'autres travailleurs à la retraite, il l'a passé à Paris. Mais à sa manière à lui.

«Les vacances ? On ne peut pas s'en payer ! Avant, oui, quand je travaillais. Mais maintenant, c'est fini. Ceux qui s'en offrent, ils ont une retraite convenable. Mais moi, je suis un petit retraité. La preuve...» Il me montre sa carte de transports gratuits. «L'année dernière, j'ai

touché environ 1 million 700 000 AF. Je ne paie pas d'impôts, puisque je ne touche pas beaucoup, tout en ayant travaillé toute ma putain de vie !»

Il avait treize ans quand son père lui apprit son métier — aujourd'hui disparu — de batteur d'or. Plus tard, il est devenu polisseur en orfèvrerie ; il a arrêté à 67 ans, quand sa femme est morte. Pour la retraite, ses cotisations portaient seulement de 1946, «alors les vacances ! Moi, ça me plairait d'aller au bord de la mer. Mais il faudrait que le gouvernement nous les paie ! Barre, il dit que ça va très bien. Ouais ! Ça va très bien, parce que lui, il a le coffre-fort, il plonge dedans. Nous, on n'a que ce qu'on nous donne !»

Un bon coup de colère

qu'Henri éprouve le besoin de calmer. Il sort son tabac, du papier, roule soigneusement une cigarette. Avec sa petite retraite, comment passe-t-il ses jours à Paris ?

«Ça dépend. Demain, s'il fait beau, s'il me tombe dans le trognon de prendre ma pétrolette, je ferai une promenade au bois de Vincennes».

Des après-midis solitaires ?

«Pas forcément. Dimanche dernier, j'étais parti avec des gaufrettes dans ma poche et de quoi boire un coup. Le banc juste au bout du bois était occupé. Je me dis : Mon vieux, tu l'as dans le bec ! Je prends une allée. Pas un banc ! Alors, je pense à mes amis, qui habitent Saint-Maur, tout à côté. En passant, je prends des gâteaux chez le pâtissier. Puis j'arrive ;

«Je vous dérange pas ? — Pas du tout !». Voilà, j'ai passé une demi-journée gentille».

Des amis toutefois, Henri n'en a plus guère : «Quand on ne travaille plus, c'est fini !» Et il ne tient pas à s'en faire de nouveaux au bistrot : «Ma retraite, si je la dépensais en apéros, avec quoi je boufferais ?»

Par beau temps, la mobylette. Mais quand il pleut ? Henri prend le bus. D'un quartier à l'autre, de bus en bus, il se retrouve près de chez lui. «Je me suis baladé, et je ne suis pas mouillé !».

Voilà, Henri n'aime pas rester en place. Jouer aux cartes ? Non. Fréquenter un club de vieux ? Il ne pourrait pas s'y faire, assure-t-il.

Plus encore que le but, c'est le déplacement lui-même qui plaît à Henri, ou plutôt qui est son

mode de vie permanent. Vivre en bougeant, c'était sa vie de polisseur ; dédaignant les «boîtes à sardines» du métro, il faisait à pied le trajet de Ménilmontant au Marais : 55 minutes de marche. Maintenant, servi par sa bonne santé, Henri bouge pour vivre, pour survivre à une retraite bien monotone, parfois coupée d'incidents comme le retard du mandat. Quoique, avec Henri, cela même devienne sujet de plaisanterie. «A la poste, l'employée cherche mon mandat pendant une demi-heure. «Il n'y a rien !» Tout d'un coup : «Allo ? Monsieur C., il est décédé !». J'étais mort !» souligne Henri d'un ton faussement tragique. Puis, riant : «J'étais décédé ! Le facteur avait dû se tromper d'adresse. Alors hop ! Je devais être mort...»

Claude ANCHER